

EURONEWS

Deutsche Ausgabe



N° 29 November 2007

<http://www.european-catholic-people.eu>

Responsable de la publication :

François Becker, 52 rue de Verneuil 75007 Paris France f.becker@noos.fr

Inhaltsangabe

N° 29 November 2007.....	1
Editorial	4
Zusammenstellung des Europäischen Netzwerkes Kirche im Aufbruch	5
1) Mitgliedsorganisationen:	5
2) Vereinigte Organisationen:.....	9
3) Mitglieder Beobachter	10
4) Sekretariat des Europäischen Netzwerkes.....	10
5) Koordinationsgruppe	10
Studentag der Andersgläubigen	11
Centre culturel Saint-Thomas, 2 rue de la Carpe haute, 67000 Strasbourg	11
Die Säkularisierung in einem Europa mit verschiedenen Kulturen und Weltanschauungen – für eine soziale Annäherung auf der Basis von gemeinsamen Werten.....	11
Echos de la rencontre annuelle de Lisbonne	12
I Bref aperçu général.....	12
II Assemblée Générale.....	12
II.1 Rapport d'activités du Réseau Européen de mai 2006 à avril 2007	13
II.2 Compte rendu du travail de l'Atelier Afrique créé lors de l'AG de Lisbonne.....	18
III Journée d'étude du 5 mai 2007 au Couvent des Dominicains de Lisbonne.....	19
thème : « Le Peuple de Dieu dans un monde qui change »	19
III.1 Présentation générale.....	19
III.2 Intervention de Jacques Gaillot.....	20
IV Communiqués publiés à la suite de la Rencontre Annuelle.....	24
IV.1 Assemblée du Réseau Européen Eglises et Libertés (RE) avec la participation de l'Evêque Jacques Gaillot à Lisbonne.....	24
IV.2 Les mouvements catholiques de base soutiennent le théologien Jon Sobrino et demandent la réforme de la CDF	25
IV.4 Lettre de soutien au théologien de la libération Jon Sobrino SJ.....	26
Questions en débat, à la suite de la Rencontre de Lisbonne:	28
Le réseau Européen et les Institutions Européennes	31
I Les relations avec le Conseil de l'Europe : travail sur la dimension convictionnelle du dialogue interculturel et sur la cohésion sociale en Europe.....	31
I.1 Participation aux réunions et activités des OING à statut participatif.....	31
I.2 Contribution au travail du Conseil de l'Europe sur la cohésion sociale et la dimension religieuse du dialogue interculturel.....	34
I.3 Information sur la demande de statut participatif.....	37
II Réunion du Groupe de travail multipartis du Parlement européen (PE).....	37
II.1 Réunion du 5 juin 2007 à Bruxelles.....	37
II.2 Réunion du 10 octobre 2007	39
SCHLUSSERKLÄRUNG DES 27. THEOLOGIE-KONGRESSES	42
Neuheiten der Mitgliedsstaaten	43
Belgique	43
Activités depuis Mars 2007.....	43
Deutschland	45
Espagne.....	48
1) DECLARATION BY REDES CRISTIANAS about the closure of San Carlos Borromeo parish in Madrid (3rd April 2007).....	48
2) REDES CRISTIANAS FIRST CONFERENCE 10TH-11TH NOVEMBER 2007 Colegio San Agustin, Madrid	50
FRANKREICH.....	52
1) Ein großer, kämpferischer Katholik : Jacques Chatagner (1918-2007).....	52
2) Lettre ouverte de catholiques aux évêques de France.....	52

<i>Préparée par Femmes et Hommes en Eglise , Droits et Libertés dans les Eglises et adressée à tous les évêques de France:</i>	52
3) Lettre adressée le 24 Juin 2007 aux évêques de France par Femmes et Hommes en Eglise et Droits et Libertés dans les Eglises	54
PAYS BAS	56
1) WRK DIEU, RELIGIONS ET CONSTITUTION EUROPEENNE	56
2) Courte information sur Kerk Hardop	58
Pologne	59
PORTUGAL	61

Editorial

Ce numéro 29 d'EURONEWS est le premier d'une nouvelle série qui comporte deux modifications majeures décidées lors de l'assemblée générale qui s'est tenue à Lisbonne en Mai dernier:

1) Les textes à usage exclusif des membres du Réseau Européen ne seront plus publiés dans EURONEWS, mais dans un bulletin interne, EURONEWS-Bulletin. Le premier EURONEWS-Bulletin (n° B1) contenant le compte rendu de l'Assemblée générale de Lisbonne et le budget approuvé lors de cette assemblée générale a été publié en septembre dernier et placé dans la partie accessible uniquement avec un mot de passe réservée aux membres du site internet du Réseau Européen. Le deuxième numéro d'EURONEWS-bulletin (n° B2) contenant l'invitation à la rencontre annuelle de Strasbourg et le formulaire d'inscription sera publié en novembre et sera aussi placé dans la partie réservée aux membres du site internet du Réseau Européen. Cette modification permettra ainsi de diffuser plus largement EURONEWS qui sera alors placé dans la partie publique du site web du réseau (alors qu'il est actuellement dans la partie réservée), ce qui permettra à toute personne naviguant sur le site du Réseau d'avoir accès à EURONEWS.

Ainsi, le compte rendu de l'Assemblée générale de Lisbonne, le budget approuvé lors de cette assemblée générale, l'invitation à la rencontre annuelle qui aura lieu du 1^{er} au 4 mai 2008 à Strasbourg et le formulaire d'inscription traditionnellement publiés dans le numéro d'EURONEWS de Novembre, ne sont donc pas publiés dans ce numéro d'EURONEWS. Les membres du Réseau Européen qui souhaitent consulter ces documents devront se reporter à ces deux premiers bulletins qui se trouvent sur le site web dans la partie réservée.

2) Chaque numéro ne sera publié que dans une seule des 4 langues du Réseau Européen, allemand, anglais, espagnol et français, et fera l'objet de quatre éditions. Cette modification permettra d'alléger les numéros et d'en faciliter la lecture. Malheureusement, ceci n'a pas pu être totalement achevé. Il faudra s'organiser mieux à l'avenir.

Ce numéro d'EURONEWS contient, comme un rappel synthétique, le rapport d'activités de l'année 2006-2007 présenté à Lisbonne et publié sur le site internet du Réseau Européen. Il se fait aussi l'écho des actions importantes qui ont été menées depuis la tenue de l'assemblée générale de Lisbonne. Ces actions montrent la vitalité du Réseau Européen et sa capacité à contribuer à une réflexion approfondie sur notre foi et sur la manière de l'exprimer et de la vivre, ainsi que sur sa capacité à intervenir et à réagir, notamment au parlement européen et au Conseil de l'Europe, sur les décisions de la hiérarchie des Eglises et sur leurs relations avec les états dans plusieurs pays d'Europe. Comme vous le verrez dans la rubrique actions en direction des institutions européennes, ces actions ont conduit le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe à proposer au Comité des Ministres d'accorder au Réseau Européen le statut participatif, signe d'une première reconnaissance internationale.

...et comme toujours, n'hésitez pas à me faire part de vos remarques. Il a été reproché à EURONEWS de ne pas être assez aéré et de ne pas comporter d'illustrations. EURONEWS est notre revue, à chacun et chacune d'entre nous d'apporter ce qui lui manque, notamment illustrations et dessins humoristiques...

Bonne lecture

François Becker

Zusammenstellung des Europäischen Netzwerkes Kirche im Aufbruch

1) Mitgliedsorganisationen:

ALLEMAGNE

INITIATIVE KIRCHE VON UNTEN

Oscar-Romero-Haus, Heerstrasse 205, D-53111 BONN, Germany

Internet: www.ikvu.de

Secretary: Bernd Hans Göhrig,

tel.: +49 - 69 - 42 09 57 80,

e-mail: goehrig@ikvu.de

Contacts:

- Reiner Neises reiner.neises@web.de

Adresse: Untere Str. 36, 76187 Karlsruhe, Telefon: 0721 - 15 19 433

Mobiltelefon: 0179 - 94 78 173

- Markus Gutfleisch gutfleisch@hotmail.com

Adresse: Zur Gräfte 8, 48161 Münster, Telefon: 02533 - 71 28

Mobiltelefon: 0151 112 63 998

INITIATIVE CHRISTENRECHTE IN DER KIRCHE

c/o Dorothea Nassabi

Wacholderweg 4, D-65760 ESCHBORN, Germany

Contact: Gerd Wild, Wacholderweg 4, D - 65760 ESCHBORN

tel.: +49-6173-65 220 / fax: +49-6173-317590

e-mail: gerdwild@aol.com

WIR SIND KIRCHE, KirchenVolksBewegung

c/o Christian Weisner, Postfach 65 01 15, D 81215 München Germany

e-mail: info@wir-sind-kirche.de,

Internet: www.wir-sind-kirche.de

Contacts:

- Christian Weisner, Auf der Scheierlwiese 1, D 85221 Dachau Germany

Tel + 49 8131 260 250, Fax: + 49 511 98 86 049

mobile + 49 172 518 40 82 ; tel priv : + 49 8131 66 85 05

e-mail : weisner@wir-sind-kirche.de

- Annegret Laakmann, Flaesheimer Str. 269 D 45721 HALTERN,

Germany

Tel + 49 2364 5588, Fax: + 49 2364 5299 e-mail: a.laakmann@versanet.de

AUTRICHE

WIR SIND KIRCHE

internet: www.we-are-church.org/at

c/o Hans Peter Hurka, Mosergasse 8/7, A-1090 Wien Austria

tel: +43 1 51 551/31500, Fax: +43 1 51 551/31509

e-mail: hans_peter.hurka@gmx.at

Contact: Matthias Jakubec, Ulanenstrasse 49, A - 4600 WELS, Austria

tel.: + 43-7242-443 15

e-mail: matthias.jakubec@siemens.com

BELGIQUE

POUR UN AUTRE VISAGE D'ÉGLISE ET DE SOCIÉTÉ (PAVES)

Boudewijnlaan 37, B-1700 DILBEEK, Belgium

Contact: Edith Kuropatwa-Fèvre,

Boudewijnlaan 37, B-1700 DILBEEK, Belgium

tel.: +32-2-567 0964 / fax: +32-2-567 0964

e-mail: ekf.paves@telenet.be
site web : www.paves-reseau.be

WERKPLAATS VOOR THEOLOGIE EN MAATSCHAPPIJ (WTM)

Internet: www.wtm.scw.be
Contact: Remi Verwimp, Boomsetsw 269, B 2020 Antwerpen
Belgium/F1
tel.: + 32-14 - 51 35 43 or privat: + 32 – 14 21 79 32
e-mail: wtm@skynet.be

ESPAGNE

COLLECTIU DE DONES EN L'ESGLÉSIA

Contact: M.-Antonia Aragay-Prades,
Mare de Déu del Pilar, 15, principal.
E/Cat. – 08001 BARCELONA, Spain
tel.: + 34 - 93 - 3199 23 42, e-mail:dones.esglesia@terra.es

IGLESIA DE BASE DE MADRID

San Bernardo, 12, 2.º, S-28015 MADRID, Spain
e-mail: iglesia.base.madrid@nodo50.org,
Internet: www.nodo50.org/iglesiabase
Contact: Hugo Castelli, Anastro 34, E-28033 MADRID, Spain
tel: + 34- 91- 3020 294, fax: + 34 91 415 8716,
e-mail: hccastelli@hotmail.com

CORRIENTE SOMOS IGLESIA

Contact: Raquel Mallavibarrena
C/ Embajadores 106, 7º C, 28012 Madrid, España
e-mail: rmallavi@mat.ucm.es

FRANCE

DROITS ET LIBERTÉS DANS LES ÉGLISES

68 rue de Babylone, F-75007 Paris, France
internet : <http://droits-libertes-eglises.tk>
Contact: Hubert Tournès, 10 avenue de Provence, F - 44500 LA BAULE,
France
tel/fax.: +33 – 2 40 11 98 73 e-mail : hubertournes@wanadoo.fr

NOUS SOMMES AUSSI L'ÉGLISE

68 rue de Babylone F 75007 PARIS
internet : <http://nsae-france.tk/>
Contact :Micheline Convert
Les Cévennes Jl., 949 Av. Louis Ravas, F – 34080 MONTPELLIER,
Tel/Fax : +33 4 67 41 01 93
e-mail : augot-convert@wanadoo.fr

FEMMES ET HOMMES EN ÉGLISE

68 Rue de Babylone, F-75007 PARIS,
Internet : <http://www.fhe.asso.fr/>
Contact : Marie-Thérèse van Lunen-Chenu,
7 rue de la Liberté, F-89330 ST. JULIEN DU SAULT, France
tel. : +33-3 86 63 20 08, fax : +33-3 86 63 37 95,
e-mail : marie.van-lunen@orange.fr

FÉDÉRATION DES RÉSEAUX DU PARVIS

68 Rue de Babylone, F-75007 PARIS, France
Internet : <http://reseau.parvis.free.fr>
Contact: Francois Becker , 52 rue de Verneuil, F-75007 PARIS, France

tel/fax : +33- 1 42 86 13 87, e-mail : f.becker@noos.fr

PARTENIA 2000 FRANCE

Contact: Gérard Wagenghem

Email: gerardw@tiscali.fr

HONGRIE

BOKOR

c/o Anna Deliné Szita, Keleti K. u. 33, H-1024 BUDAPEST,
Hungary

Contacts:

- Anna Szita Deliné, Keleti K.u. 33, H-1024 BUDAPEST, Hungary

tel.: +36-1-316 1368, e-mail: dgyuszi@t-online.hu

- Daniel Bajnok, Biro Lajos str. 3, H-1089 BUDAPEST, Hungary,

tel. +36-1- 33 43 656, e-mail: daniel.bajnok@freemail.hu

IRLANDE

BROTHERS AND SISTERS IN CHRIST

Internet: www.iol.ie/~duacon/basic.htm

basic@indigo.ie

Contact: Colm Holmes

Saint François, Avoca Avenue 26, Blackrock, County Dublin, Ireland

Tel: +353 1 288 5520 e-mail: avocapublishers@eircom.net

ITALIE

Single Members

Vittorio Bellavite, (Member of NOI SIAMO CHIESA)

Via Vallazze 95, I-20131 Milano, Italy

tel. & fax: + 39 02 2664753

e-mail: vi.bel@iol.it

Romeo Fabbri, Via Mantova 35, I - 43100 PARMA Italy

tel.: +39-0521-488 276 / fax: +39-0521-465225

email: rfabbri1@aliceposta.it

PAYS-BAS

MARIENBURG VERENIGING

Secretariat : Postbus 212, NL 5080 AE HILVARENBEK, Netherlands

Tel: + 31 13 50 43 002, Fax: + 31 13 46 104

Internet: www.marienburgvereniging.nl

Contact: Henk Baars, Nieuwendammerdyk 75,

NL 1025 LD AMSTERDAM

Tel: + 31 20 63 70 221, Fax + 31 6 51 290 429

e-mail: baars.goddijn@wxs.nl

WRK (study group on the culture of Law in the Churches)

Contact: Ruud Bunnik,

mr. P.J. Oudsingel 136, NL - 6836 PT ARNHEM, Netherlands

tel.: +31-26-323 51 93, e-mail: bunnikkeizer@hetnet.nl

Kerk Hardop

Internet www.rk-kerkplein.org.

E: contact@rk-kerkplein.org

Contact:

Henk Baars, Nieuwendammerdijk 75, NL-1015 LD Amsterdam,

T: +31-20- 637.0221. E: baars.goddijn@wxs.nl.

Isaac Wüst, Erasmuslaan 92, NL-1185 BJ Amstelveen,

T: +31-20-441.3339, E: Isaac.wust@wxs.nl.

POLOGNE Single Member
Pawel Skiba
pablos70@gmail.com

PORTUGAL WE ARE CHURCH PORTUGAL, NOS SOMOS IGREJA
Contacts:
- Ana Vicente, Av. Joao XXI, 4, 3° Esq, P - 100-301 LISBOA, Portugal
tel: + 351 - 218 409 104, e-mail: anvicente@netcabo.pt
- Maria Joao Sande Lemos
Rua Joao de Deus 19 -1° P 1200-694 LISBOA
Tel: +351 21 396 71 69, fax + 351 91 460 23 36
e-mail mop65610@mail.telepac.pt

**RÉPUBLIQUE
TCHÈQUE** EMAUS RYCHNOV NAD KNEZNOU
Fridolin Zahradnik,
Sternberkova 154, CR-51601 RYCHNOV, N K N,
Czech-Republik

**ROYAUME
UNI** CATHOLICS FOR A CHANGING CHURCH
14 West Halkin Street, GB – LONDON SW1X 8JS, UK
internet : <http://www.ccc4vat2.co.uk>
Contact: Simon Bryden-Brook,
14 West Halkin Street, GB - LONDON SW1X 8JS, UK
tel.: +44-20-7235 2841 / fax: +44-20-7823 2110
e-mail: brydenbrook@talk21.com

WOMEN WORLD SPIRIT
Contact: Mairin Valdez, 17 Hillbrow, GB-READING, RG2 8JD, UK
e-mail: mairinv@aol.com
Myra Pool, 210 Compass House, Smugglers Way GB-London SW18 1DQ
Tel: +44 208 874 7364 e-mail: myrapoole@aol.com

CATHOLIC WOMEN'S ORDINATION
210 Compass House, Smugglers Way GB-London SW18 1DQ
Contact:
Myra Pool, 210 Compass House, Smugglers Way GB-London SW18 1DQ
Tel: +44 208 874 7364 e-mail: myrapoole@aol.com

LIVING WORD TRUST
1 Carysfort House, 14 West Halkin Street, GB-LONDON SW1X 8JS, UK
Contact: John Gibson, Prospect Cottage, 16 South Furzeham Road,
BRIXHAM, DEVON TQ5 8JA, United Kingdom
tel.:+ 44 – 1803 85 62 76,
e-mail: j.c.gibson@eclipse.co.uk

ST. JOAN'S INTERNATIONAL ALLIANCE (GB-section)
36 Court Lane, GB- LONDON SE21 7DR, United Kingdom
Contact: Ianthe Pratt,
36 Court Lane, GB- LONDON SE21 7DR, United Kingdom
tel: +44 20 8693 1438 e-mail lumen@globalnet.co.uk,

WE ARE CHURCH UK
69 Poplicans Road, GB-ROCHESTER, ME2 1EJ, United Kingdom
internet: <http://www.we-are-church.org/>
Contact:
Valerie Stroud, 69 Poplicans Road, GB - ROCHESTER ME2 1EJ UK
tel. and fax: +44 -1634 -715 278,
e-mail: valeriejstroud@we-are-church.org

Barry Norris, St. Mary's Vicarage, Bishopswood Rd
Tadley HANTS RG26 4HQ, United Kingdom
tel.and fax: +44 -1634 -715 278
e-mail: wacuk@we-are-church.org

SUISSE

NETZWERK OFFENE KIRCHE SCHWEIZ (NOKS)

Administration: Margrith Krebs
Spittelweg 5, CH-3600 Thun Schweiz
Tel: + 41 33 223 2694 e-mail: margrith.krebs@gmx.ch

Contact:

Emilie Schumacher, Mühlezelgasse 39, CH - 8047 ZÜRICH, Schweiz
tel.: +41-44-31 83 69 / email: haschu@gmx.ch
Maria Hauswirth, Dorfstrasse 30, CH - 8165 SCHLEINIKON, Schweiz
tel.: +41-1-856 05 48 / email: hauswirth@swissonline.ch

EUROPE

CATHOLICS FOR A FREE CHOICE-EUROPE (CFFC-EUROPE)

Contact: Elfriede Harth, Postfach 190371 D 60090 Frankfurt am Main
e-mail: eharth@catholicsforchoice.org

THE EUROPEAN FEDERATION OF CATHOLIC MARRIED PRIESTS FEDERATION EUROPEENNE DES PRÊTRES CATHOLIQUES MARIÉS

Contact : Pierre Collet
3 Chemin Barbette, B-1404 NIVELLES Belgique
+ 32 67 21 02 85

pierrecollet@hotmail.com

- Emmanuel Binder,
e-mail : soman.binder@free.fr.

- Ramón Alario, San Roque 17, E-19171 Cabanillas del Camp,
Guadalajara (Spain)

tel : + 34 949 33 22 24

e-mail : ramonalario@hotmail.com

2) Vereinigte Organisationen:

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

ASSOCIATION FOR THE RIGHTS OF CATHOLICS IN THE CHURCH, (ARCC)

PO BOX 85, Southampton, MA 01073, U.S.A
Internet: <http://www.arcc-catholic-rights.org/>

CALL TO ACTION

4419 N Kedzie, Chicago, IL60625, U.S.A

CATHOLIC ORGANISATIONS FOR RENEWAL

c/o Bill Thompson, 18 Ruggles Street, Melrose, MA 02176, U.S.A

CATHOLICS FOR A FREE CHOICE

1436 U Street NW, Suite 301, Washington DC 20009, U.S.A.

Internet: www.catholicsforchoice.org

Contact : Frances Kissling fkissling@CATHOLICSFORCHOICE.ORG

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL CONFEDERATION OF MARRIED CATHOLIC PRIESTS

Contact: Lambert van Gelder,
Archipelstraat 286 / 6524 LR Nijmegen NETHERLAND

3) Mitglieder Beobachter

**REPUBLIQUE
TCHEQUE**

ECCLESIA SILENTII (ES), PRAG-COMMUNITY;
Contact: Pavel Kouba, Havlic`Kova 1304,
CZ-50346 TREBECHOVICE P.O., CZ
e-mail: pkouba@seznam.cz
Simon Hradilek, CZ-PRAG , e-mail: simon.hrad@atlas.cz

4) Sekretariat des Europäischen Netzwerks

François Becker : 52 rue de Verneuil, F-75007 PARIS, France ;
Tel/Fax: +33- 1- 42 86 13 87
email: f.becker@noos.fr

Simon Bryden-Brook : 14 West Halkin Street, GB ^ LONDON SW1X 8JS, UK
Tel.: +44-20-7235 2841 / Fax: +44-20-7823 2110
email: brydenbrook@talk21.com

5) Koordinationsgruppe

François Becker (F), Simon Bryden-Brook (UK), Hugo Castelli (ES), Matthias Jakubec (Au), Edith Kuropatwa-Fèvre (B), Raquel Mallavibarrena (Es), Dorothea Nassabi (D), Maria Joao Sande Lemos (P), Anna Szita-Deliné (H), Hubert Tournès (F), Gerd Wild (D)

18. Treffen des Europäischen Netzwerks Kirche im Aufbruch

Studientag der Andersgläubigen

Samstag 3. Mai 2008 von 10 00 U. bis 17.30 U.

Centre culturel Saint-Thomas, 2 rue de la Carpe haute, 67000 Strasbourg

Tél. 0049 3 88 31 19 14/fax. 0049 3 88 31 85 74 e-mail : centre.st.thomas@wanadoo.fr

Die Säkularisierung in einem Europa mit verschiedenen Kulturen und Weltanschauungen – für eine soziale Annäherung auf der Basis von gemeinsamen Werten.

Herausforderung für die Andersgläubigen, für die Zivilgesellschaft (die kirchlichen Institutionen eingeschlossen) und für den Staat.

Dieser Tag ist die Fortsetzung der Tagungen in Madrid und Wiesbaden, des wichtigen Seminars vom Januar 2007 im Weltforum für Theologie und Befreiung in Nairobi und des nicht minder wichtigen Kolloquiums 3I vom 3. u. 4. Oktober 2007 in Straßburg über das Thema „Sozialer Zusammenhalt in einem multikulturellen Europa: Rolle und Bedeutung der verschiedenen Denkströmungen und Religionen“..

Die folgenden Fragen sollen zu eventuellen Diskussionspunkten anregen.

I) Comment se vivent les relations religion/culture/société en Europe au niveau des personnes, de la société civile et de la sphère politique (états et union européenne) ?

- Comment se vivent les relations religion/culture/société au niveau des personnes dans leur tissu social ?

- Etat descriptif de la manière dont sont organisées et fonctionnent les relations religion/culture/Société au niveau de l'Union Européenne et des Etats de l'Europe.

II Sécularisation et laïcité

Aautonomisation des individus et des sociétés par rapport aux religions et courants de pensée dominants, aspects moraux, spirituels, culturels, politiques et juridiques : Que représentent pour nous la sécularisation et laïcité ? La loi des Etats s'applique-t-elle aux Institutions religieuses et inversement ? Les institutions religieuses font-elles partie de la société civile ?

III Implications de la sécularisation et de la laïcité pour la vie des personnes, des institutions religieuses et de l'intelligence de la foi.

- Comment et pourquoi notre vie, notre foi se transforment-elles par le processus de sécularisation ? Cette transformation est-elle positive ou négative ?

- En quoi la sécularisation et la laïcité interpellent-elles la théologie ainsi que les expressions de la foi et le vécu de la foi ?

Das ausführliche Programm wird in den EURONEWS vom März 2008 erscheinen.

Für alle praktischen Auskünfte wenden Sie sich bitte an D.L.E.:

droits.libertes.eglises@erenis.fr

Echos

17. konferenz des Europäischen Netzwerks Kirchen im Aufbruch 18. Europäischen Konferenz für Menschenrechte in der Kirche

Lisbonne du jeudi 3 au dimanche 6 mai 2007

SEMINARIO DA TORRE D'AGUILHA, SÃO DOMINGOS DE RANA (CERCA DE LISBOA) PORTUGAL

I Bref aperçu général (de François Becker)

Nos amis portugais ont remarquablement bien préparé cette rencontre annuelle. Accueillis dans un séminaire de pères spiritains, très bien organisé pour tenir notre rencontre, nous avons pu travailler de façon efficace et détendue. Après un apéritif d'accueil, et un bon dîner, nous avons pu finaliser l'organisation de notre rencontre au cours de la soirée du jeudi 3 mai.

Vendredi 4 matin, première session de notre assemblée générale.

Après le déjeuner, rencontre avec une communauté d'immigrés des anciennes colonies portugaises d'Afrique (essentiellement l'Angola) à Prior Velho, bidonville de la périphérie de Lisbonne et visite de ce bidonville où un projet de développement réalisé par des femmes et des hommes de ce quartier au milieu duquel vivent un prêtre portugais et une communauté de sœurs du père de Foucauld. Ensemble, ils ont fait beaucoup pour améliorer leurs conditions de vie et réaliser un lieu commun de rencontre avec une petite église. Cette visite nous a fait voir concrètement les incroyables inégalités et injustices que génère le type d'économie dans lequel nous vivons et l'imperméabilité entre les habitants du bidonville et ceux des maisons en dur qui entourent ce bidonville. Elle nous a montré combien il est important de créer les conditions pour que des personnes en situation d'exclusion puissent prendre en charge leur situation et améliorer leurs conditions de vie sans négliger pour autant une action à plus long terme pour supprimer ces inégalités. Après cette visite, nous nous sommes retrouvés dans un restaurant sympathique situé sur le vieux port de Lisbonne pour une soirée conviviale agrémentée de « fados » remarquablement chantés et accompagnés à la guitare portugaise.

Le samedi matin, après un temps d'atelier, tout le reste de la journée du Samedi 5 est réservé à la journée d'étude ouverte dont un compte rendu est donné ci-dessous § III. De retour, IMWAC a tenu son conseil. Il est intéressant de noter que les membres de ce conseil ont participé, la plupart comme délégués, à l'Assemblée annuelle du RE car la plupart des branches européennes d'IMWAC sont membres du RE. La collaboration sort renforcée de cette rencontre approfondie. Les collaborations avec la coordination européenne des communautés de base d'Europe n'est pas encore aussi développée, c'est pourquoi il a été décidé de les intensifier.

Le dimanche matin est consacré à des ateliers et aux dernières sessions de l'assemblée générale. La rencontre se termine par un déjeuner et de chaleureux remerciements à nos amis portugais.

II Assemblée Générale

Le compte rendu officiel de l'assemblée générale, ainsi que le budget approuvé ont été publiés dans EURONEWS-Bulletin n°B1 paru en septembre 2007 auquel les membres du Réseau

Européen peuvent se reporter. Ils/elles peuvent le télécharger à partir du site du Réseau : <http://www.european-catholic-people.eu> partie réservée aux membres. Seuls sont reproduits ici des rapports ayant un intérêt général

II.1 Rapport d'activités du Réseau Européen de mai 2006 à avril 2007

Ce rapport concerne les activités du Réseau Européen menées depuis la tenue de l'assemblée générale tenue à Wiesbaden en avril-mai 2006 jusqu'à l'assemblée générale qui s'est tenue du 3 au 6 mai 2007 à Lisbonne. Ces activités comprennent celles qui sont menées à l'initiative du Réseau lui-même quand elles ont été approuvées par son Assemblée Générale. Celles qui sont menées à l'initiative des organisations membres se trouvent dans les rapports d'activité de chacune des associations et leurs résumés sont publiés dans EURONEWS. Cette manière de procéder permet souplesse et réactivité aux événements dans chaque pays.

Une première version de ce rapport a été annexée au dossier de candidature du Réseau Européen au Statut participatif du Conseil de l'Europe. Elle est publiée in extenso sur le site web du réseau auquel il est recommandé de se connecter. Ce qui suit en est un résumé.

a) Activités auprès du Conseil de l'Europe

Ces activités se sont situées aux différents niveaux du Conseil de l'Europe et un rapport sur les activités du RE/EN auprès du Conseil de l'Europe avec des commentaires sur les travaux du Conseil de l'Europe est systématiquement publié dans EURONEWS (cf. EURONEWS 27 et 28) :

- Contacts personnels nombreux, au niveau de la division des OING, de plusieurs directions du conseil de l'Europe et de l'assemblée parlementaire, pour leur présenter le colloque 3I et les inviter à y contribuer, pour leur présenter la contribution au livre blanc sur le dialogue interculturel et sa dimension interconvictionnelle du Groupe de travail International, Interculturel et Interconvictionnel (G3I)¹ animé par le Réseau Européen, pour mettre au point le dossier de candidature du Réseau Européen au statut participatif.

- Participation aux réunions des regroupements dans lesquels le EN-RE envisage de coopérer (sessions de juin 2006, octobre 2006, janvier 2007, avril 2007, juin 2007) : contribution à l'audition des OING sur le livre blanc du dialogue interculturel le 5 octobre 2006, participation à l'animation de la réunion du 1^{er} février 2007

- participation aux réunions de travail des Organisations Internationales Catholiques (OIC)² dotées du statut participatif, et notamment au groupe de travail chargé de préparer la contribution des OIC pour la 3^{ème} assemblée œcuménique qui s'est tenue à Sibiu en Roumanie en septembre 2007 (ces textes sont publiés sur le site web du réseau Européen).

- Réponse au questionnaire du Conseil de l'Europe concernant le Livre Blanc sur la dialogue interculturel avec de nombreux commentaires sur le dialogue interculturel et particulièrement sur sa dimension interconvictionnelle. Cette réponse préparée dans le cadre du groupe G3I est

¹ Ce groupe de travail comprend des membres du Manifeste des Libertés, association de culture musulmane, du cercle Gaston Crémieux, association de culture juive, de la Ligue de l'Enseignement, de la Fédération Humaniste Européenne et du réseau Européen.

² Le réseau Européen ne fait pas partie des OIC, car les OIC sont des associations reconnues par le Vatican, mais il est régulièrement invité aux réunions des OIC ayant le statut participatif.

publiée sur le site internet du Réseau Européen. Il est à noter que des extraits de cette réponse ont été cités par Madame Battaini-Dragoni, Directeur de la DG IV, en charge de la rédaction de ce livre blanc, lors de son intervention à la conférence de St Marin

- Participation sur invitation du Conseil de l'Europe à la Conférence Européenne sur la dimension interreligieuse du dialogue interculturel de St Marin les 23 et 24 avril 2007 et au colloque « Promouvoir le dialogue interculturel : enjeux et perspectives du Conseil de l'Europe » tenu à Lisbonne du 22 au 24 juin 2007, colloques dans les quels François Becker a fait une intervention (qu'il enverra à qui le lui demande)

- Envoi au Commissaire aux droits de l'Homme de la copie de la lettre adressée au Président de la Pologne à propos de la perspective du gouvernement polonais de réintroduire la peine de mort (cf. EURONEWS 28) et de la motion de solidarité avec Alisja Tysiac devenue aveugle à la suite du refus de la Pologne d'autoriser l'interruption de grossesse recommandée par les médecins (la cour européenne des droits de l'homme a condamné la Pologne) (cf. EURONEWS 27),

b) Actions concernant les interfaces Eglise/Société, au niveau des institutions nationales et internationales, tant civile qu'ecclésiales

- Participation en qualité d'ONG au groupe de travail multi-partis du parlement européen sur la Séparation de la religion et de la politique

En 2006 - 2007, deux membres du réseau ont participé aux réunions du groupe de travail multi-partis du parlement européen sur la séparation de la religion et de la politique. Son secrétariat est assuré par CFFC-Europe, membre du RE/EN. A l'ordre du jour des réunions de 2006-2007:

- réunion du 20 juin 2006 : présentation par le Dr. Michael Weninger, conseiller du président de la Commission européenne pour les relations avec les religions et les organisations non-confessionnelles d'une information au sujet de la réunion tenue le 30 mai 2006 entre la commission, le conseil des ministres et 14 hauts dignitaires religieux sur le thème « contribution des religions à l'édification d'une société pluraliste et démocratique cohésive ». Débats sur cette réunion et les rapports entre la Commission et les religions. Craintes exprimées de voir une emprise croissante des Eglises (institutions non représentatives) sur la politique. (cf. EURONEWS 27)

- réunion du 28 novembre 2006 : débat sur la perspective de la présidence allemande de faire référence aux valeurs chrétiennes dans la constitution et la Déclaration de Berlin. Il est recommandé aux associations de réagir. (cf. EURONEWS 28)

- les autres réunions sont présentées dans ce numéro d'EURONEWS (cf §)

- Actions menées pour le cinquantième anniversaire de la signature du traité de Rome

La célébration du cinquantième anniversaire de la signature des traités de Rome a été l'occasion de nombreuses déclarations sur les valeurs de l'Europe et le futur de l'Europe. A cette occasion, la COMECE a organisé un colloque et a relancé des initiatives pour imposer à nouveau la référence aux racines chrétiennes de l'Europe, voire à Dieu, dans la déclaration que devait adopter le conseil européen du 25 mars. Pour sa part, le réseau européen, soucieux de la cohésion sociale dans une Europe rassemblant des hommes et des femmes de toute conviction et de cultures différentes, est intervenu de plusieurs façons pour s'opposer à l'inscription de références religieuses spécifiques dans un texte officiel de l'Union :

- Communiqué de presse (octobre 2006): La COMECE repart en campagne pour inscrire le christianisme dans les textes officiels de l'Union Européenne (cf. EURONEWS 27)

- Déclaration des mouvements catholiques de base sur l'Europe future à cinquante ans des Traités de Rome : « Quelle Europe au commencement du millénaire ? »

Une déclaration des mouvements catholiques de base sur l'Europe future à cinquante ans des traités de Rome a été rédigée en cinq langues (allemand, anglais, espagnol, français, italien) par un groupe de travail animé par Vittorio Bellavite mis en place par le réseau européen. Cette déclaration intitulée « Quelle Europe au commencement du millénaire ? » et signée par de nombreuses associations à travers l'Europe a été remise aux organes de presse, aux instances européennes concernées et à la plupart des chefs d'état avant la réunion de Berlin. Cette déclaration, qui se réclame de l'Evangile et de la constitution « Gaudium et Spes » du concile Vatican II de l'Eglise catholique, explicite les directions dans lesquelles l'Europe et les Eglises, notamment l'Eglise catholique, doivent s'engager (cf. EURONEWS 28 et le site web du réseau).

- Lettre adressée aux chefs d'Etat et de gouvernement au sujet de la déclaration du Conseil Européen prévue pour le cinquantenaire des traités de Rome.

Toujours dans le souci de séparer les sphères religieuse et politique et de développer la cohésion sociale en Europe, le réseau européen a organisé la rédaction argumentée et l'envoi par chacun de ses membres de lettres au chef d'Etat ou de gouvernement de son pays pour leur demander qu'aucune référence à une religion spécifique, ni à Dieu, n'apparaisse dans la déclaration du Conseil Européen de Berlin. Cette lettre était accompagnée de la déclaration « Quelle Europe au commencement du millénaire ? » (cf. EURONEWS 28)

- o Actions de soutien en Pologne

- Motion de solidarité avec Alisja Tysiac après son dépôt de plainte contre le gouvernement polonais à la cour européenne des droits de l'Homme (mai 2006). Cette motion a été adressée aux média polonais, au nonce apostolique de Pologne, au commissaire aux Droits de l'Homme, au regroupement Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, à la présidente du groupe multipartis Séparation de la religion et de la politique du Parlement européen (cf. EURONEWS 27). *Note : la cour européenne des droits de l'homme a condamné la Pologne, mars 2007.*

- Lettre ouverte au Président de la Pologne à propos de la perspective de rétablissement de la peine de mort en Pologne, janvier 2007. (cf. EURONEWS 28)

- o Lettres adressées le 30 avril 2007 au Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et au Président du Parlement Européen (qui a répondu)

Ces lettres ont été écrites en réponse à l'invitation officielle faite par chacun des présidents au pape Benoît XVI de s'adresser à l'assemblée qu'il préside. La lettre au Président du parlement européen soutenait en particulier la lettre écrite par Madame Sophie In't Veld, présidente du groupe de travail multi-partis du parlement européen sur la Séparation de la religion et de la politique

c) Organisation de colloques, séminaires

◦ Forum Social Européen d'Athènes mai 2006

Le réseau européen contribue depuis 2002 au Forum Social Européen pour apporter la dimension religieuse à la réflexion aux problèmes liés à l'évolution du monde et plus particulièrement ceux de l'Europe et y faire entendre la voie de chrétiens, majoritairement catholiques, exerçant leur liberté d'expression dans l'Eglise catholique :

- Florence en 2002 : comment faire face à la mondialisation dans une perspective évangélique ?
- Paris en 2003 : Quelle constitution pour l'Europe ?
- Londres en 2004 : Elaboration d'une perspective interreligieuse et prophétique pour les structures économiques et sociales de l'Europe et pour ses relations internationales.
- Athènes en 2006 : Une éthique Sociale commune des religions monothéistes pour l'avenir de l'Europe.

Ce dernier séminaire a été préparé par une équipe animée par Vittorio Bellavite, conformément aux décisions prises à Madrid en 2005 et confirmées à Wiesbaden en 2006. Cette équipe comprenait des membres du Réseau Européen, de Noi siamo Chiesa, organisation membre du mouvement IMWAC (Nous sommes Eglise International), active au sein du réseau sans avoir demandé à adhérer, de Pax Christi et d'Iglesia di base de Madrid (membre du réseau européen). Ce séminaire qui a rassemblé plus d'une centaine de personnes a été animé par une table ronde rassemblant un rabbin venant de Tel Aviv (Jeremy Milgrom), un évêque gréco-orthodoxe (Athanasios Hatzopoulos), un musulman sufi (Mohsen Mouelhi, tunisien mais résidant à Milan) et un prêtre catholique italien (Tonio Dell'Olio de Pax Christi). Les participants ont été frappés de voir que les représentants des trois religions, assis côte à côte et dont la diversité se montrait visuellement par la diversité de l'habillement avaient des idées voisines, ce qui a permis de nouer un dialogue fructueux, fruit de cette « riche » diversité. Cette convergence a conduit à décider pour l'avenir d'autres rencontres et d'autres dialogues, notamment dans le cadre du forum mondial de Nairobi et des prochains forums européens pour débattre sur l'avenir des institutions européennes et contribuer à la rédaction d'une charte européenne des droits. (cf. EURONEWS 27)

Il est à noter que seul le Réseau Européen a proposé des séminaires où il est question des rapports entre religion et société.

Le réseau Européen contribuera au prochain Forum Social Européen qui se tiendra en septembre ou octobre 2008 au Danemark ou en Norvège.

- Participation au 2^{ème} Forum Mondial Théologie et Libération Nairobi, 16-19 janvier 2007 sur le thème : « Spiritualité pour un autre monde possible » et organisation d'un séminaire

Trois membres du réseau européen participèrent à ce Forum et deux d'entre eux, Hugo Castelli (représentant de Iglesia de Base de Madrid) et Evaristo Villar, animèrent au nom du réseau Européen le 18 janvier 2007 un séminaire sur « une spiritualité laïque », avec María José Arana (théologienne et sœur du Sacré Cœur), José María Vigil (théologien et coordinateur de l'ASETT, Association œcuménique de Théologiens et Théologiennes du Tiers Monde) et Pilar Yuste (théologienne et professeur de religion). Ce séminaire a été préparé pendant le dernier trimestre 2006 par une équipe animée par Evaristo Villar, conformément aux décisions prises à Wiesbaden (cf. EURONEWS 27). Ce séminaire a particulièrement intéressé les participants au Forum car 1/5^{ème} des inscrits au Forum y ont participé, alors que 8 séminaires se tenaient en parallèle (cf. le compte rendu dans EURONEWS 28 et les décisions prises lors de l'AG de Lisbonne dans EURONEWS-Bulletin n° B1).

- Participation au 6^{ème} Forum Social Mondial de Nairobi 20-25 janvier 2007 et organisation d'un séminaire.

Les trois membres du réseau européen qui ont participé au 2^{ème} Forum Mondial Théologie et Libération ont aussi participé à ce 6^{ème} Forum Social Mondial et ont organisé le 21 janvier 2007, au nom du réseau Européen, un autre séminaire sur le même thème que le précédent.

- Préparation du Colloque « Cohésion Sociale dans une Europe Multiculturelle, rôle et impact des courants de pensée et des religions » (cf. I.2, colloque 3I)

Cinq réunions du groupe de travail international, interculturel et interconvictionnel (G3I) ont eu lieu de mai 2006 à juin 2007 pour préparer le colloque 3I. Ce colloque, a été co-organisé par le G3I et la Conférence des OING du Conseil de l'Europe les 3 et 4 octobre 2007. Il a été présenté une première fois le 5 octobre 2006 lors de l'audition des ONG pour la préparation du livre blanc et le 1^{er} février 2007 lors d'une session des ONG au Conseil de l'Europe organisée à cet effet. Une première fiche de présentation est publiée sur le site du Conseil de l'Europe. (cf plus loin).

d) Organisation de rencontres, d'ateliers et de débats

- Journée de travail avec les communautés allemandes lors de la conférence 2006, sur le thème «Les trois religions abrahamiques ont-elles un avenir sans patriarchie ? » Cette journée a rassemblé une centaine de participants, avec des travaux d'ateliers et des débats avec les représentants des religions juive, chrétiennes et musulmane. Il est apparu que les différences concernant le statut respectif des hommes et des femmes sont plus grandes entre les approches libérales et traditionalistes au sein de chacune des religions qu'entre les approches libérales des trois religions (cf. EURONEWS 27).

- Réunion de préparation de la réponse au questionnaire du Conseil de l'Europe sur le dialogue interreligieux

Le Réseau Européen a animé une réunion de travail du G3I le 6 mars 2007 pour préparer la réponse au questionnaire proposé par le Conseil de l'Europe pour contribuer à la rédaction du livre blanc sur le dialogue interculturel. Cette réunion de travail a été organisée pour répondre à la demande de Madame Annelise Oeschger, présidente de la Conférence des ONG du Conseil de l'Europe. Cette réponse a été envoyée au Conseil de l'Europe le 30 mars 2007 et a été diffusée aux membres du réseau européen.

e) Publications et site web

- Site web

Conformément aux décisions prises à Wiesbaden, un site web pour le réseau européen a été créé à l'adresse approuvée à Wiesbaden : <http://www.european-catholic-people.eu>

Ce site web est opérationnel en quatre langues (allemand, anglais, espagnol et français). Bien qu'il soit toujours en cours de constitution, il peut doré et déjà être consulté. Une partie réservée aux membres a été mise en place comme demandé à Wiesbaden. Il manque encore une organisation pour la tenue du site en anglais, allemand et espagnol

- EURONEWS

Deux numéros du bulletin semestriel Euronews ont été publiés sous forme papier et sous forme électronique. Ils sont disponibles sur le site du réseau européen : n° 27 novembre 2006 (146 pages) et n°28 mars 2007 (115 pages)

II.2 Compte rendu du travail de l'Atelier Afrique créé lors de l'AG de Lisbonne

Nous nous sommes retrouvés à 8 pour donner naissance à un nouvel atelier baptisé « Atelier Afrique ». Pour commencer, un tour de table nous a permis de nous présenter et de nous dire les uns aux autres nos liens avec l'Afrique et nos préoccupations vis-à-vis des relations entre les deux continents : Afrique et Europe.

-Maria Joao: Plusieurs visites a Angola, Mozambique y Sao Tomé comme politicienne du Parti Social Démocrate de Portugal et observateur international dans les élections.

-Gerd Heizer: Connaissance de la situation en Tanzanie

-Ignaz Hammerer: Préoccupation pour les immigrés et surtout pour ceux que souffrent des naufrages.

-Reiner Neises: Connaissance du Sénégal

-Hugo Castelli: Présence à Nairobi pour les 2 forums de janvier 2007. Préoccupation avec le coût de l'eau: 3 fois plus cher pour les pauvres que ce qu'il paye à Madrid. E

- Gérard Warenghe: Expérience de 20 années comme prêtre au Gabon et connaissance de toute la zone africaine francophone.

C'est à partir de nos multiples observations que nous avons précisé, pour l'avenir, deux pistes d'actions.

-1) Institutions européennes et Afrique

Il est en Afrique des situations intolérables : coups d'états, guerres, pillage des richesses, etc. Certains événements éclatent de façon soudaine (coup d'état au Togo), d'autres situations perdurent (Darfour, pillage des richesses). Certaines situations sont plus ou moins connues : les drames en Méditerranée (Lampedusa), la situation en Angola.

Il faut se réjouir aussi de certaines actions en cours (Campagne Publiez ce que vous payez ; Existence d'un espace Afrique lors des Deutsche Evangelische Kirchentag, en Allemagne, etc.).

Face à cela, nous proposons des actions d'information et de pression au niveau des institutions européennes.

Nous voulons agir aussi au niveau des medias : par exemple, collaboration possible avec Colette Braeckman (Le Soir – Bruxelles) et au niveau de l'école (primaire, secondaire, supérieur).

Par ailleurs, face au problème de l'immigration, nous voulons mettre l'accent et nous investir dans l'optique suivante : faire tout pour que les gens soient heureux de vivre chez eux.

Quelques exemples : soutenir le commerce équitable, les campagnes du type : Publiez ce que vous payez. Nous voulons aussi apporter notre soutien aux sociétés civiles qui se prennent en main (Forums sociaux : Nairobi, Bamako, etc.).

-2) Les Eglises en Afrique et les politiques.

Plutôt que de se lamenter sur les défauts visibles et bien connus relevés dans beaucoup d'Eglises en Afrique, nous voulons relever et mettre en avant les actions positives menées par des chrétiens, des religieux et religieuses, des évêques.

Ceux qui s'engagent pour la justice et pour la paix nous donnent l'exemple. Il est des documents, des prises de position, des réalisations qui mériteraient d'être bien plus connus. (Par exemple : Brice Mackosso et Christian Mounzeo au Congo Brazzaville, ou la

« Déclaration adressée à notre peuple, à nos autorités, et aux instances extérieures » de l'Union des Supérieures Majeures de la République Démocratique du Congo (novembre 2002), 2ème Forum Mondial Théologie et Libération de Nairobi (<http://www.pucrs.br/pastoral/fmtl/selecao.php>), etc. (Commentaire de Hugo: Le FMTL veut publier sur son site web tous les documents présentés au Forum, inclus naturellement le document du Réseau Européen) et j'ai emporté de Nairobi quelques compte rendus intéressants que je voudrais "scanner" et vous envoyer)

Ainsi est né, au sein du Réseau, ce 4 mai 2007, l'ATELIER AFRIQUE.

Nous étions 8 : Edith Fèvre – PAVES – Belgique, Gérard Warenghem – Partenia 2000 – France, Gert Heiser – Wir sind Kirche Austria – Autriche, Hugo Castelli – Iglesia de Base de Madrid – Espagne, Ignaz Hammerer – Wir sind Kirche Austria – Autriche, Maria Hauswirth – Netzwerk Offene Kirche Schweiz – Suisse, Maria Joao Sande Lemos – Nos somos Igreja – Portugal, Reiner Neises – Initiative Kirche von Unten- Allemagne

Nous espérons que d'autres personnes préoccupées par les relations Afrique – Europe rejoindront rapidement cet atelier.

Le secrétaire de séance, le 4 mai 2007 : Gérard Warenghem gerardw@tiscali.fr

III Journée d'étude du 5 mai 2007 au Couvent des Dominicains de Lisbonne

thème : « Le Peuple de Dieu dans un monde qui change »

III.1 Présentation générale

La Journée d'étude du 5 mai organisée au Couvent des Dominicains de Lisbonne a été suivie par près de 200 personnes venues de différentes parties du Portugal.

Jacques Gaillot y a pris la parole avec chaleur et simplicité, attentif aux gens individuellement, dans la grande diversité sociale et culturelle du monde d'aujourd'hui. Il a fait partager sa confiance face aux changements dramatiques qui se produisent dans un monde en mouvement. Il a rappelé que Jésus n'appartient pas à une Eglise mais qu'il est réellement présent dans l'humanité (cf le texte intégral de son intervention dans le § III.2 ci-dessous).



La théologienne féministe Teresa Martinho Toldy a mis l'accent sur la valeur des femmes et appelé l'Eglise institutionnelle à s'ouvrir à leurs charismes. Elle a insisté sur le fait que Dieu est « non sexué » et que considérer que Dieu est homme, amène à faire Dieu des hommes. Jésus a assumé l'humanité homme et femme. Ensuite, Evaristo Villar et Hugo Castelli qui ont représenté le Réseau Européen au 2^{ème} Forum Mondial Théologie et Libération qui s'est tenu à Nairobi en janvier 2007 en ont fait un compte rendu à deux voix. Ils ont notamment rendu compte du séminaire qu'ils ont animés sur « Spiritualité pour un Autre Monde Possible » et du travail réalisé par le réseau pour préparer ce séminaire (cf EURONEWS 27 et 28). Puis un débat très intéressant a été

mené sur Eglise et société, l'Eglise est-elle soumise à la loi des états et comment organiser l'Eglise pour qu'elle soit fidèle à Jésus Christ. Au cours de ce débat, on a entendu des phrases telles que « l'Eglise doit être plus qu'une démocratie, une famille », « une Eglise qui exclut ne peut pas être catholique », « si je reste dans l'Eglise, bien que je la critique, c'est parce qu'elle me donne les outils pour la critiquer », « un autre concile doit être convoqué pour mettre en évidence toutes les expériences alternatives ».

Cette série d'études a pris fin avec la célébration du 10^{ème} anniversaire de Nous sommes Eglise, Portugal et un livre collectif *Ser Igreja /Être Eglise* a été publié à cette occasion.

La journée s'est terminée par une messe concélébrée par Jacques Gaillot, Evaristo Villar et le prieur du couvent, célébration classique à la quelle assistait deux pasteurs protestants, dans laquelle seuls les clercs ont eut droit à la parole, mais animée par des femmes africaine cette célébration nous a montré par ses chants et ses danses combien est importante et enrichissante l'inculturation de l'expression de notre foi et des célébrations



François Becker

III.2 Intervention de Jacques Gaillot

Merci de votre accueil et de votre présence.

Je mesure que vos vies sont chargées d'expérience, d'expérience humaine et spirituelle, et que ce que je vais vous dire, vous allez le comprendre grâce à votre expérience. Je crois que nous sommes témoins de la fin d'un monde - je ne dis pas « de la fin du monde », mais « de la fin d'un monde » - et que nous sommes aussi témoins de la naissance d'un autre monde dont on ne sait pas ce qu'il sera. Et nous avons la chance de vivre à cette époque parce que c'est la nôtre.

Et donc nous avons basculé dans un monde nouveau. Et comme le dit Jésus, « à vin nouveau, outres neuves ». Vous savez que tout bouge, tout va très vite. Plus rien n'est protégé. Aucune institution n'est protégée. Et nous avons parfois l'impression de marcher sur un sol qui se dérobe. Alors, dans ce contexte-là, je voudrais vous proposer deux réflexions. Et vous verrez si elles vous éclairent.

Première réflexion

La première réflexion, c'est de dépasser les frontières. Nous sommes dans un monde qui se construit dans le dépassement de frontières. C'est un signe des temps. On se construit dans les changes. Aucun pays au monde ne peut vivre en se fermant sur lui-même, aucune institution. Nous sommes obligés de nous ouvrir et de dépasser des frontières culturelles, religieuses, géographiques, historiques, politiques. Et le plus difficile, c'est de dépasser les frontières qui sont en nous. Car nous pouvons aller jusqu'aux extrémités de la terre avec des modèles culturels anciens.

Or, nous connaissons un changement culturel sans précédent en Europe. Je pense en particulier à notre conception de la famille, à la conception du couple. Aujourd'hui, et de par notre éducation, de par notre formation, nous avons une certitude, nous avons certains principes.

Tout dernièrement, à Paris, un prêtre que je connais bien, et qui a 70 ans, disait, "J'avais l'idée de faire un rassemblement familial pour mon anniversaire. Comme nous sommes neuf frères et sœurs, et que je suis le prêtre de la famille, j'ai organisé un rassemblement dans un village", et, il me dit, ça a été une réussite. « Nous avons célébré la messe dans l'église du village, et dans la maison communale nous avons fait un très beau buffet. » Et je lui ai dit, « tu as de la chance, d'avoir rassemblé tes neuf frères et sœurs ». Et il me dit, « Le plus jeune n'est pas venu ». Je dis : « Comme c'est dommage ». Il me dit, « Oui, mais c'est de sa faute. Il est homosexuel, il voulait venir avec son ami, et je lui ai dit non, ou tu viens seul, ou tu ne viens pas. Et il n'est pas venu ». Alors, je lui dis, « Au fond, tu as exclu ton frère », et il me dit, « Non, c'est lui qui s'est exclu ».

Et l'histoire ne se termine pas là, parce que ses deux petits-neveux lui ont écrit après, en lui disant, « Je pensais que tu étais tolérant, mais au fond, tu n'as pas su accueillir quelqu'un que nous aimons. Et sa place était parmi nous. »

Vous voyez, nous avons des conceptions culturelles qui ne vont pas avec le monde d'aujourd'hui, les révolutions culturelles de nos sociétés. Prenons exemple de Jésus. Jésus, qui n'appartient pas simplement aux églises, mais qui appartient à l'humanité. Jésus a toujours le désir de rejoindre ce qui est humain. En chemin, il rencontre des hommes et des femmes qu'il n'avait pas pensé rencontrer. Le tout-venant. Et par son attitude, par son regard, par une parole, il reconnaît leur dignité. Pour Jésus, la seule attitude qui puisse libérer quelqu'un, c'est de reconnaître sa dignité. Jésus rend les gens à eux-mêmes, à leur vérité, à leur liberté. Et donc, il les aide à accéder à leur humanité.

Je pense que la joie de Jésus, c'est de voir des femmes et des hommes qui enfin naissent à eux-mêmes. Et qui découvrent le meilleur qui est en eux. Au delà de leur culpabilité, ou de leur fardeau. Avoir accès à son humanité. Jésus a une foi humaine en eux. Il leur donne confiance d'être enfin eux-mêmes.

Et alors les gens, il les laisse partir : ces gens-là. Il n'en fait pas des disciples, il ne dit pas « Il faut me suivre, j'ai besoin de vous ». Il les laisse partir. Il ne les verra plus. Regardez cette femme étrangère, cette cananéenne, que Jésus admire, mais il la laisse partir. Regardez l'aveugle-né, qui fait un parcours sans faute: Jésus le laisse partir. Il ne profite pas des gens. Et j'aime bien cette liberté de Jésus, qui n'essaye pas de mettre la main sur les gens. Pour qu'ils viennent dans une institution, pour qu'ils y restent... Il les laisse dans leur vie, sur leur chemin. Ils vont mener leur vérité de femmes et d'hommes.

Et quand Jésus raconte la parabole du bon Samaritain, il nous dit: « Un homme descendait de Jérusalem à Jéricho », et il ne dit pas si c'est un étranger, il ne dit pas si c'est un prêtre, il ne dit pas si c'est un croyant, il dit, c'est un homme. Et ça suffit. C'est ça qui nous intéresse. Avant d'être d'un pays, avant d'être d'une religion, d'une culture, nous sommes des êtres humains. Avant d'être du nord ou du sud, nous sommes des habitants de la planète. Avant d'être noir ou d'être blanc, nous sommes des citoyens du monde. Oui, un être humain, d'abord.

Il m'arrive parfois d'aller à la prison, une prison parisienne, et un soir j'y avais rendu visite à un prisonnier. Alors, quelqu'un m'a dit, « Qu'est-ce qu'il a fait? », et je réponds, « Je n'en sais rien. Je ne pose jamais la question ». « Mais, est-ce qu'il est croyant? ». Je dis, « Je n'en sais rien ». Alors ils me disent : « Alors, de quoi vous avez discuté? », et je dis que j'ai rencontré un homme qui m'a dit sa souffrance. J'ai rencontré un être humain. C'est quand même pas mal... Ma question ce n'est pas de savoir s'il est chrétien ou pas, et de savoir ce qu'il a fait. Je rencontre un être humain en prison.

J'ai connu pas mal l'abbé Pierre, et j'admiraits que l'abbé Pierre ne défendait jamais l'institution. Ce n'était pas son problème. Il ne prêchait jamais la doctrine. Ce n'était pas son problème. Il ne défendait jamais la loi. Ce n'était pas son problème. Et quand il avait un auditoire de chrétiens et chrétiennes devant lui, il ne lui disait jamais « Soyez des chrétiens ». Il leur disait « Soyez des femmes, soyez des hommes ». Et c'est pour ça que l'abbé Pierre n'appartient pas à l'Église, il appartient à l'humanité. Parce qu'il a toujours essayé de rejoindre des femmes et des hommes en difficulté. Ce n'était pas d'abord l'Église qui l'intéressait. C'était des êtres humains.

Dépasser les frontières pour rencontrer les gens, tels qu'ils sont, et non pas tels qu'on voudrait qu'ils soient. Voilà, c'est ma première réflexion. Et si cette première réflexion ne suffit pas, j'en donne une deuxième.

Deuxième réflexion

La deuxième réflexion, c'est de mettre en œuvre la justice et l'amour qui sont dûs au prochain. Voilà l'enseignement central de Jésus. Mettre en œuvre la justice et l'amour qui sont dûs au prochain. La justice et l'amour, les deux sont liés.

Juste avant de venir chez vous, au Portugal, j'allais partir de Paris, et il y a un jeune Africain qui vient me voir et qui me dit, « J'aimerais bien parler un peu avec vous ». Et je lui dis « Oui, mais je vais partir, je prends l'avion ». Il me répond : « Ça sera bref ». Et alors il me dit : « Voilà, je viens d'être nommé évêque ». Et tout jeune. En Afrique, au Congo. « Et j'aimerais avoir un conseil de vous, avant d'être ordonné évêque ». Alors je lui dis, sans hésiter, « Et bien, comme évêque, il faut que tu luttés contre l'injustice. Toujours. D'où qu'elle vienne. Et si tu luttés contre l'injustice, ta lumière jaillira comme l'aurore. C'est le prophète Isaïe qui dit ça, ce n'est pas moi. Oui, celui qui lutte contre l'injustice, sa lumière jaillira comme l'aurore ». Alors, il m'a dit, « Oui, d'accord, ça va bien comme ça ». Et il est parti. Je ne le verrai sans doute jamais, mais enfin, s'il lutte contre l'injustice au Congo, alors ça, c'est formidable. Je n'ai pas pensé de lui dire « Il faut que tu pries ». Non. La justice.

Ce n'est pas la pratique religieuse qui est première dans l'évangile. C'est la pratique de la justice et de l'amour. Et ça, personne n'en est dispensé. C'est la pratique fondamentale. On ne me demandera pas à la fin de ma vie combien j'ai célébré de mariages ou de messes, on me dira, « Qu'est-ce que tu as fait pour l'étranger, qu'est-ce que tu as fait pour celui qui avait faim? ». C'est ça qu'on va me demander. On ne me va pas demander si on était croyants ou pas, si on faisait référence à Dieu ou pas, c'est le lien avec l'étranger, avec celui qui a faim. Et c'est ça le langage de la Pentecôte, que tout le monde comprend. Quand on va à la prison, quand on va visiter des malades, quand on donne à manger à ceux qui ont faim, tout le monde comprend ce langage. Quelles que soient les cultures et quelles que soient les langues, parce que c'est un langage des actes.

La justice. Et aujourd'hui, c'est inacceptable qu'il y ait dans toutes les grandes villes du monde des ghettos de misère et des oasis de prospérité. On ne peut pas accepter que le luxe côtoie la misère. Et qu'il y ait tant d'inégalités aujourd'hui entre des riches et des pauvres. La justice dans la Bible, et pour le Christ, pour les prophètes, c'est de donner sa place à l'autre. L'autre a le droit de vivre, et non pas de survivre. L'autre a le droit d'exister.

Tout dernièrement, je suis allé au tribunal, où il y avait trois Chinois, trois jeunes Chinois majeurs, de dix-huit ans. Des lycéens en terminale qui doivent passer le Bac. Et ils n'ont pas de papiers, et avec leurs parents, ils doivent repartir dans leur pays. Alors ils ont fait appel au tribunal, et c'est une femme qui présidait au tribunal. Et tout dépendait de cette femme. Leur avenir. Et est-ce que cette femme leur donnerait raison ou pas? Et alors, il y avait une avocate, que je connais bien, avec ces trois lycéens chinois, et qui les a défendus avec compétence et avec cœur. Cette femme, qui est mère de famille, qui est adjointe à la Mairie de Paris, elle est formidable, elle ne supporte pas l'injustice. Elle les a vraiment bien défendus, ces trois Chinois. Et je me disais, « Voilà, cette femme, elle vit la béatitude de la justice: Heureux ceux qui ont faim et soif de la justice ». Et voilà, cette femme, je ne sais pas si elle est croyante, mais elle vit la béatitude de la justice.

Je suis dans une association pour les étrangers sans papiers, et il y a un militant, qui est mort récemment. Et c'est quelqu'un qui a été un militant communiste, depuis toujours. Je l'ai toujours connu dehors: dans la rue, sur les places, toujours militant. Et c'est la première fois que je le voyais à l'hôpital, il avait un cancer. Et lors de son enterrement, il y avait une petite cérémonie. Il y avait de la famille, des amis, beaucoup de monde était venu, tous les pauvres qu'il avait défendus dans sa vie. J'ai pris la parole, j'ai dit « Celui que vous avez connu, comme moi, il n'a jamais accepté l'injustice, il a défendu la justice toute sa vie. Je suis sûr qu'il sera au royaume de Dieu ». Et beaucoup de pauvres étaient venus pour lui, parce qu'il avait été une espérance pour les pauvres.

Que de gens aujourd'hui, des femmes et des hommes, vivent cette béatitude de la justice. Et c'est ça qui ne peut que nous réjouir. Qu'aujourd'hui, partout, partout il y a des gens qui se dressent pour la paix, pour la justice, pour un autre monde. Comme nous devons être reconnaissants au Seigneur, qu'aujourd'hui comme hier, il y ait toujours des gens qui se dressent pour ne pas accepter un monde de régression, un monde de violence. C'est ça qui donne l'espoir, ces sursauts, ces sursauts d'humanité pour qu'on puisse vivre ensemble, autrement.

Alors, je termine simplement en disant: venez sur la route, puisque nous sommes tous en chemin. Je crois qu'un des signes que nous vivons avec bonheur, c'est le fait d'avoir un cœur comblé. Et je suis toujours attentif de voir dans ceux que je connais, des personnes qui ont un cœur comblé. Ça veut dire, des personnes qui ne vivent pas avec la rancune, avec la violence, avec la jalousie, avec le remords, mais des gens qui ont un cœur qui aime.

Un jour, en prison, il y avait un jeune qui avait de la haine contre la société. Un visage de haine. Il me dit, « Tu vois : à la fenêtre, il y a les barreaux. Et bien, moi, j'ai des barreaux dans mon cœur. Des barreaux de la haine. Et celui qui pourra enlever ces barreaux de la haine, dans mon cœur, celui-là, il sera fort. » Je ne sais pas ce qu'il est devenu, mais c'est vrai qu'il était prisonnier, dans son cœur, par la haine, même s'il sortait de prison.

Dans la Bible, il y a de beaux exemples. Jean-Baptiste, voilà l'homme de la justice, qui n'a pas

peur devant les puissants, devant tout le monde, de s'affirmer. L'homme de la justice. Eh bien, Jean- Baptiste voit que tous ses disciples partent vers Jésus. Jean- Baptiste a connu la foule, qui allait vers lui; et maintenant c'est terminé, c'est Jésus qui prend le relais. Alors, il dit : « Tous vont à Jésus ». Eh bien, Jean -Baptiste n'a pas de remords, n'a pas de jalousie, n'a pas de regrets. Il dit : « Mon cœur est ravi de joie, parce que celui que j'annonçais, il est là. Donc, je suis heureux qu'il soit là. Et je l'écoute ». C'est ça un cœur comblé. Voyez: il n'est pas troublé par le fait que le succès est terminé, il a l'essentiel dans son cœur. On peut prendre Marie, Marie qui était la femme la plus humble, la plus abaissée qui soit, c'est en même temps une femme qui a le cœur comblé parce que tout lui était donné.

Alors, sur la route, nous sommes des chrétiens habilités. Nous sommes des chrétiens qui avons la présence de Dieu en nous, qui avons l'amour de Dieu en nous. C'est l'Esprit Saint qui nous est donné. Nous sommes aussi comblés.

Et j'aime bien rappeler cette petite histoire qui m'est arrivée en Allemagne, à Francfort. Je me trouvais un soir chez des sœurs du Père de Foucauld. La soirée s'était vraiment très bien passée. Et avant de partir, j'ai dit aux sœurs: « Avez-vous une parole à me laisser, que je garderais? » Alors, une vieille sœur me dit : « Oui, moi, j'ai un souhait à vous laisser. » Je me rappelle encore son visage, elle avait un visage ridé comme une vieille pomme. Elle me dit : « Que votre cœur ne s'aigrisse jamais! »

C'est beau, je m'en souviens encore. Parce que, à un moment donné, quand il se passe des événements, on peut se durcir, on peut se refermer, comme une huître. Et quelquefois, on dit de quelqu'un : « Je l'ai connu, c'était un homme merveilleux d'ouverture, de rencontre des autres, et puis maintenant, qu'est-ce qui s'est passé? Il s'est refermé. »

Eh bien, nous ne sommes jamais à l'abri. Un événement, une parole qui nous renferme sur nous- mêmes... L'amour n'est jamais fini, et nous avons à nous demander : « Est-ce que devenus chrétiens, nous sommes devenus plus humains? Est-ce que notre foi nous humanise? Est-ce que nous sommes plus attentifs à ce qui naît qu'à ce qui disparaît? »

Et puis, n'oubliez pas que si vous avez des responsabilités dans l'Église, il est plus important de faire naître des sources que d'aménager des structures.

Amen.

IV Communiqués publiés à la suite de la Rencontre Annuelle, Lisbonne, 6 mai 2007

IV.1 Assemblée du Réseau Européen Eglises et Libertés (RE) avec la participation de l'Evêque Jacques Gaillot à Lisbonne

Dix ans après la fondation de l'association Nous sommes Eglise – Portugal, Jacques Gaillot, évêque de Partenia participait à la 17ème Rencontre du Réseau européen Eglises et Libertés qui s'est tenue à Lisbonne du 3 au 6 mai 2007 sur le thème «Le Peuple de Dieu dans un monde qui bouge». Quarante-trois délégués de 12 pays, représentant 21 organisations ont débattu de leur collaboration avec le Conseil de l'Europe, où le Réseau européen a demandé à être admis au titre de la démocratie participative comme ONG. Les relations établies au Parlement européen et au Conseil de l'Europe au sujet du rôle des religions en Europe et de leur position vis à vis de l'Etat ont été passées en revue. L'activité engagée avec le

représentant du RE en Pologne pour la défense des libertés civiles et de la liberté religieuse sera poursuivie.

Le RE qui a tenu au Forum sur «Théologie et Libération» qui a eu lieu à la veille du Forum social mondial, à Nairobi, Kenya, janvier 2007, un séminaire sur «Spiritualité pour un autre monde possible» (Information disponible dans la revue *Euronews*, www.european-catholic-people.eu) participera activement au prochain forum. Le RE participera également de façon active à la 3ème Assemblée oecuménique des Eglises (Sibiu, Roumanie, septembre 2007).

Une lettre de soutien sera adressée à la communauté paroissiale San Carlos Borromeo, de Madrid, qui a été menacée de fermeture par l'archevêque de Madrid, décision qui a soulevé une immense vague de protestations et de consternation.

A une semaine de l'Assemblée des évêques d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAM) qu'ouvrira le pape Benoît XVI à Aparecida, Brésil, le RE salue et soutient l'appel lancé par une centaine d'universitaires catholiques de renom à une "réorganisation intelligente" de la Congrégation pour la doctrine de la foi et qui s'élèvent contre la condamnation par le Vatican des enseignements de Jon Sobrino, théologien latinoaméricain de grande réputation.

La Journée d'étude du 5 mai organisée au Couvent des Dominicains de Lisbonne a été suivie par près de 200 personnes venues de différentes parties du Portugal. Jacques Gaillot y a pris la parole avec chaleur et simplicité, attentif aux gens individuellement, dans la grande diversité sociale et culturelle du monde d'aujourd'hui. Il a fait partager sa confiance face aux changements dramatiques qui se produisent dans un monde en mouvement. Il a rappelé que Jésus n'appartient pas à une Eglise mais qu'il est réellement présent dans l'humanité. La théologienne féministe Teresa Martinho Toldy a mis l'accent sur la valeur des femmes et appelé l'Eglise institutionnelle à s'ouvrir à leurs charismes. Les participants ont visité une communauté d'immigrés à Prior Velho, quartier de la périphérie de Lisbonne où un projet de développement réalisé par des chrétiens fait beaucoup pour améliorer les conditions de vie des membres de la communauté. Un livre collectif *Ser Igreja /Être Eglise* a été publié à l'occasion du 10ème anniversaire de *Nous sommes Eglise*, Portugal.

La prochaine Rencontre annuelle (Strasbourg, 1-4 mai 2008) débatera des relations des Eglises et de l'Etat, celle de 2009 sur une spiritualité pour le monde d'aujourd'hui et sa dimension féministe.

Le *Réseau européen Eglises et Libertés*, fondé en 1990, se compose aujourd'hui d'une trentaine de groupes de base oeuvrant pour la réforme de l'Eglise catholique dans 13 pays d'Europe: Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Hongrie, Irlande, Italie, Pays-bas, Portugal, Royaume-uni, Suisse, République tchèque et a des liens d'association avec des organisations européennes et états-uniennes. www.european-catholic-people.eu

Contact: François Becker, Paris, tél/télé: +33- 1- 42 86 13 87 f.becker@noos.fr, Hubert Tournès, hubertournes@wanadoo.fr, tél/télé. +33 2 40 11 98 73

IV.2 Les mouvements catholiques de base soutiennent le théologien Jon Sobrino et demandent la réforme de la CDF

A la veille du voyage du pape au Brésil, les Mouvements internationaux catholiques de base saluent l'appel à une réforme de la Congrégation pour la doctrine de la foi.

Une semaine avant l'ouverture par le pape Benoît XVI de l'Assemblée des évêques d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAM) qui se tiendra à Aparecida (Brésil), les Mouvements catholiques internationaux de base saluent et soutiennent la demande faite par une centaine

d'universitaires catholiques respectés et réputés d'une "réorganisation intelligente" de la Congrégation de la Doctrine de la Foi.

Avec ces théologiens, les délégués des Mouvements catholiques internationaux de base réunis en assemblée annuelle à Lisbonne, s'associent à la critique de la condamnation par le Vatican des enseignements de Jon Sobrino, théologien latinoaméricain de la libération mondialement connu et respecté.

Les Mouvements catholiques internationaux de base se réjouissent vivement de ce que, enfin, après une longue période de silence, des théologiens aient ouvert un débat théologique en exprimant leur critique, comme Joseph Ratzinger/le Pape Benoît les y invite dans son récent livre sur Jésus.

Les Mouvements catholiques de base demandent à tous les théologien-ne-s qui sont attachés au Second Concile du Vatican, engagés dans la recherche théologique qui l'a suivi et dans la pratique pastorale de se joindre à cette initiative en faveur d'une "réorganisation intelligente" de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi. Cette requête est une initiative de Peter Huenermann, ancien professeur de dogmatique à Tuebingen/Allemagne.

IV.4 Lettre de soutien au théologien de la libération Jon Sobrino SJ

- au p. Jon Sobrino
- au secrétariat du Forum mondial Théologie et Libération
- aux organisateurs de la rencontre "Amérique latine, christianisme et Eglise au XXI^e siècle"
(*ndr.: parallèle à l'Assemblée des évêques d'Amérique latine et des Caraïbes*)

Face à la Notificación publiée par la Congrégation pour la doctrine de la Foi, nous tenons à exprimer notre profonde et reconnaissante solidarité au p. Jon Sobrino, qui, par sa christologie pensée et vécue aux côtés des victimes, a alimenté et continue à alimenter notre foi et notre engagement chrétiens.

La procédure qui a abouti à la notification, de même que les innombrables condamnations infligées à des théologien-ne-s reconnu-e-s et compétent-e-s, montre de façon décisive les défauts de cette manière d'aborder la clarification des conflits théologiques. En ce sens nous sommes convaincu-e-s, aujourd'hui plus que jamais, que dans notre Eglise nous avons besoin de reconnaître la pleine liberté de recherche théologique, de promouvoir le pluralisme de la réflexion et de favoriser le discernement des communautés chrétiennes.

Nous tenons à affirmer, à partir de la participation de quelques uns des nôtres au 2^{ème} Forum mondial Théologie et Libération organisé à Nairobi, la nécessité et l'intérêt de nos réseaux chrétiens engagés dans la lutte pour la paix, la justice, la défense de l'environnement et la réforme de notre Eglise, pour resserrer les liens avec les théologien-ne-s de la libération, y compris les théologien-ne-s européen-ne-s les plus engagé-e-s. C'est pourquoi nous espérons pouvoir nous impliquer dans la préparation et dans le déroulement du prochain Forum mondial Théologie et libération.

Article de référence: Peter Huenermann: Assurance Qualité moderne ? En jeu dans l'affaire Jon Sobrino le travail de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi), HERDER KORRESPONDENZ 6/ 4/2007

Le Réseau européen Eglises et Libertés, fondé en 1990, se compose aujourd'hui d'une trentaine de groupes de base oeuvrant pour la réforme de l'Eglise catholique dans 13 pays d'Europe: Allemagne, Autriche, Belgique,

Espagne, France, Hongrie, Irlande, Italie, Pays-bas, Portugal, Royaume-uni, Suisse, République tchèque et a des liens d'association avec des organisations européennes et états-uniennes. www.european-catholic-people.eu

Le Mouvement international Nous sommes Eglise, fondé à Rome en 1996, est représenté dans plus de 20 pays sur tous les continents. Il en réseau mondialement avec les groupes poursuivant des buts similaires. Nous sommes Eglise est un mouvement international qui se situe à l'intérieur de l'Eglise catholique romaine et a pour but d'oeuvrer à la rénovation selon le Second Concile du Vatican (1962-1965). Le mouvement est né en Autriche en 1995 d'un référendum populaire d'Eglise. www.we-are-church.org

Contact

Christian Weisner (Wir sind Kirche, Allemagne) media@we-are-church.org

Mauro Castagnaro (Noi Siamo Chiesa, Italy) marina.elena@libero.it

Raquel Mallavibarrena (Somos Iglesia, Spain) rmallavi@mat.ucm.es

Hubert Tournès hubertournes@wanadoo.fr

Questions en débat, à la suite de la Rencontre de Lisbonne:

Le réseau Européen, la justice sociale et les actions contre la pauvreté

1) Une interpellation de Iglesia de Base de Madrid

Une interpellation de Iglesia de Base de Madrid a interpellé, le Réseau Européen en ces termes rapportés le 4 juin 2007 par Hugo Castelli: « Quel est pour le réseau Européen le niveau d'importance de la justice sociale ». Il ajoute : L'impression de Iglesia de Base est que le Réseau Européen place son intérêt prioritairement dans la réforme de l'Eglise, des actions positives dans l'Union Européenne, l'égalité des genres, etc., mais qu'il néglige ou du moins ne considère pas avec une égale importance le combat contre les problèmes sociaux des 3^{ème} et 4^{ème} monde.

2) Débat suscité par cette interpellation (traduction et mise en forme de François Becker)

- **Gerd Wild** : Les 3^{ème} et 4^{ème} mondes devraient certainement être davantage au centre des préoccupations de notre rencontre annuelle. En ce qui concerne l'Allemagne, nous avons dans notre réseau « Eglise d'en bas » un nombre non négligeable de groupes concernés par ces questions. Le groupe « Religions pour la Paix » a pris part à la manifestation contre la politique du G8 à Heiligendamm. Notre paroisse « Christ Roi » à Eschborn maintient des contacts étroits avec une paroisse au Salvadore. Deux représentants de cette paroisse qui sont maintenant avec nous vont aller à Madrid la semaine prochaine pour rencontrer le père Daniel..., leur ancien prêtre qui est maintenant dans une paroisse près de Sans Carlos Borromeo. « Eglise d'en Bas », organise régulièrement un « Centre Africain » lors des rencontres de masse des Eglises catholiques et protestantes qui sont organisées chaque année. « Eglise d'en Bas » est aussi membre du mouvement « Church Asylum » qui protègent les réfugiés menacés d'expulsion. « Nous Sommes Eglise » Allemagne soutient vigoureusement la protestation de 100 professeurs de théologie contre la « notification » condamnant la théologie de John Sobrino. Notre initiative « Kristenrechte in der Kirche » a ouvert un centre de consultation pour les femmes enceintes en difficulté avec l'aide de « Nous sommes l'Eglise » qui fait déjà fonctionner 5 centres de ce type. On peut rajouter, entre autre, que des immigrés illégaux sont conseillés et aidés de façon anonyme...

-**Simon Bryden-Brook** : Il va certainement sans dire que, en tant que chrétiens, nous avons une responsabilité dans ce domaine et je soutiendrais personnellement toute initiative que le Réseau Européen pourrait envisager d'adopter ou de soutenir.

Nous sommes un réseau de plusieurs milliers, mais les personnes actives dans nos organisations membres ne sont pas très nombreuses. Il y a donc une limite aux responsabilités que nous pouvons prendre et pour le moment celles-ci sont clairement définies, même si elles sont limitées, et nécessitent déjà un investissement en temps très important pour les quelques un-e-s qui l'assument au sein du réseau.

Que ceux qui souhaitent que le Réseau Européen s'engage dans les directions mentionnées fassent des propositions et je suis sûr qu'ils seront soutenus. Sembler critiquer le petit nombre de membres du réseau qui, déjà surchargés de travail, font tant avec si peu, est une

méconnaissance de la nature de notre organisation et apparaît comme un réprimande du petit nombre qui est surchargé.

Si vous venez avec des propositions et les noms des personnes qui feront le travail, je suis sûr que le Réseau Européen tout entier sera derrière vous. Jacques Gaillot serait sans aucun doute d'accord et je soutiendrais cette initiative.

- **Hubert Tournès** : Merci, Hugo, de lancer un débat qui devrait prendre place dans la préparation de notre rencontre annuelle de Strasbourg. Je suis d'accord avec la réponse de Simon. Est-ce que Red Christianas (RC) serait prêt à considérer et débattre de quelle manière elle pourrait impulser l'engagement du Réseau Européen dans les problèmes sociaux/sociétaux et s'associer à son travail? Ce n'est pas pour mettre la balle dans leur camp !

Considérant nos ressources humaines et nos forces, les objectifs de tels engagements devraient être soigneusement précisés, les questions traitées devraient l'être au niveau européen et dans la ligne de nos objectifs en tant que Réseau (fondamentalement : Droits Humains-civils et sociétaux). Des domaines tels que la politique européenne d'immigration devraient recevoir une grande priorité puisqu'il semble qu'elle retient l'attention des autorités de Bruxelles. Peut-être RC pourrait-il s'engager dans cette direction?

N'oublions pas cependant les actions de solidarité et les actions envers la société et les engagements des membres des associations dans leur pays et dans les pays pauvres avec lesquels elles ont souvent, pour des raisons historiques, des relations étroites.

L'attention de RC doit être attirée sur l'engagement intensif du Réseau Européen au Conseil de l'Europe et en particulier sur le colloque 3I.

- **François Becker** : L'interpellation que vient de nous transmettre Hugo est très importante et doit être prise au sérieux. Je soutiens donc fermement la proposition de Simon. En effet les actions du Réseau Européen sont de deux types:

- celles qui sont menées par chacune des composantes du réseau. De nombreux exemples sont donnés dans EURONEWS dans les différents pays. Ce que dit Gerd l'illustre pour l'Allemagne.

- celles qui sont menées par le réseau en tant que telles après avoir été proposées par un ou plusieurs membres et avoir été décidées aux assemblées générales où elles sont présentées, ou après avoir été acceptées entre deux AG par les membres à la suite d'une demande du groupe de coordination. Parmi ces actions, on peut noter que:

- le travail sur la cohésion sociale prend évidemment en compte les questions de justice sociale, comme le relèvent Simon et Hubert

- le texte préparé par Vittorio pour le cinquantième anniversaire du traité de Rome insiste sur l'importance de la réalisation de la justice sociale...

En ce qui concerne la question précise "WHAT IS THE LEVEL OF IMPORTANCE OF SOCIAL JUSTICE IN THE EN?", il y a deux niveaux de réponse:

- sur le principe, la préoccupation de la justice sociale est essentielle au réseau, car elle fait partie de sa vision comme l'atteste sa charte.

- sur le plan pratique, deux possibilités existent:

a) les membres du réseau peuvent entreprendre directement sous leur propre initiative des actions dans ce domaine et inviter d'autres membres du réseau à travailler avec elles.

EURONEWS et le site web peuvent rendre compte de ces activités, comme cela a été fait à de nombreuses reprises.

b) le réseau en tant que tel peut engager des actions, mais il ne peut le faire que si elles sont proposées par un ou plusieurs membres à une AG et approuvées par cette AG. Comme le suggère Simon, il est donc essentiel que si la communauté de base de Madrid souhaite voir le Réseau Européen s'engager dans ces actions, elle fasse une proposition lors de la prochaine AG. C'est ainsi par exemple que le réseau a commencé à travailler sur l'Afrique lors de l'AG de Lisbonne à la suite à la proposition de Partenia 2000.

Comme le dit Hubert, il est souhaitable que la communauté de Madrid et tous ceux et celles qui veulent s'engager dans cette direction fassent une proposition qui devra être publiée dans EURONEWS 30 de Mars 2008 et qui sera discutée lors de l'AG de Strasbourg. Puis-je suggérer que cette proposition qui devrait associer plusieurs associations du réseau Européen ait une dimension européenne ? Je pense, en effet, que la valeur ajoutée par le Réseau Européen au travail déjà engagé dans chaque pays par ses membres est de prendre en compte la dimension européenne des problèmes traités et de travailler au niveau des institutions européennes.

Les problèmes à résoudre ne peuvent l'être uniquement dans chaque pays. Le niveau européen est donc un point clé. Il pourrait être intéressant aussi dans cette perspective de coopérer avec d'autres associations qui s'attellent à ces problèmes de façon approfondie. Je pense en particulier à ATD Quart Monde qui est une association internationale ayant le statut participatif, mais il y en a certainement d'autres. On peut ajouter qu'une grande partie du problème est liée à l'immigration. Ceci pourrait conduire à des interactions avec le nouveau groupe « Afrique » créé à Lisbonne (cf. plus haut).

3) La suite

Tous ceux et celles qui sont intéressés par cette question doivent contacter Hugo Castelli pour lui permettre de préparer une proposition qui sera soumise à l'Assemblée Générale de Strasbourg en Mai prochain.

Le réseau Européen et les Institutions Européennes

I Les relations avec le Conseil de l'Europe : travail sur la dimension convictionnelle du dialogue interculturel et sur la cohésion sociale en Europe

Les relations avec le Conseil de l'Europe se sont poursuivies conformément aux décisions prises à Lisbonne. Elles se sont divisées en deux actions menées en parallèle :

- 1) Participation aux réunions et activités des OING à statut participatif
- 2) Contribution au travail du Conseil de l'Europe sur la cohésion sociale et la dimension religieuse du dialogue interculturel

I.1 Participation aux réunions et activités des OING à statut participatif

a) Participation aux réunions des Organisations Internationales Catholique (OIC) ayant le statut participatif du 23 juin et 1^{er} octobre 2007

Ont été présentés et discutés à la réunion du 23 juin:

- **bref compte rendu de la conférence de St Marin 23-24 avril 2007 sur la « dimension religieuse de dialogue interculturel »** : Il est noté qu'il faut aussi parler de la dimension culturelle du dialogue interreligieux et donc que le dialogue intra-religion est aussi important que le dialogue inter-religion (cf. le rapport de F. Becker dans le point I.2 ci-dessous)
- **bref compte rendu du colloque du conseil de l'Europe sur « promouvoir le dialogue interculturel, enjeux pour le Conseil de l'Europe » tenu à Lisbonne 22-24 juin 2007** : Il a été noté que culture et religion ne se recouvrent pas, qu'à l'intérieur de chaque religion il y a des différences culturelles importantes et que l'universalité de type religieux et l'universalité des Droits Humains entrent en conflit, certaines branches conservatrices des religions estimant qu'elles sont seules à pouvoir définir les droits humains (cf. en particulier le discours du patriarche Alexis II devant l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe)
- finalisation des 3 rapports soumis par les OIC du Conseil de l'Europe à la 3^{ème} rencontre œcuménique de Sibiu (ces textes sont sur le site internet du Réseau Européen)

Ont été présentés et discutés à la réunion du 1^{er} octobre 2007 :

- **bref compte rendu de la 3^{ème} rencontre œcuménique de Sibiu** : les mots clés qui ressortent sont :
 - verrouillage par les institutions. Seules les personnes « habilitées » ont pu s'exprimer, aussi bien dans les plénières que dans les ateliers...les participants devaient écouter la « bonne parole », comme dans les églises. Ainsi les textes préparés par les OIC (comme ceux de Pax Christi et autres organisations) ont eut un impact nul. Pas de dialogue. Cependant, les participants ont imposé leur parole lors de la discussion sur le message final
 - message final jugé faible, il s'agit en fait d'un texte interne aux Eglises : le texte ne dit rien sur ce que les chrétiens doivent dire au monde. Constatation : le langage des représentants des Eglises est différent de celui des ONG
 - Tapis rouge pour M. Barroso, Président de la Commission Européenne et M. Van der Linden, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui se sont exprimé devant l'assemblée plénière

- point positif : importance de l'ambiance liturgique orthodoxe, « nous avons fait église ensemble autour de l'évangile » (démenti pratique au texte du Vatican prétendant que seule l'Eglise catholique est une Eglise) ; des expériences spirituelles peuvent être très proches alors que les théologiques peuvent être différentes
- Conclusions : il faut trouver une autre forme de rencontre pour éviter le risque de ne pas prendre en compte la connaissance spirituelle de toutes les religions et des courants de pensée

b) Participation aux travaux des OING au cours des sessions de juin et octobre 2007

Regroupement Nord-Sud :

Il a été question des points suivants :

- salon de la solidarité à Paris qui sera reconduit l'année prochaine dans lequel de nombreuses expériences de solidarité ont été présentées, telles les « régies de quartier »
- coordination entre le Conseil de l'Europe et l'Union Européenne pour la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Des programmes sont mis en œuvre co-financés par l'UE et le CdE telle la Plateforme Ethique pour la lutte contre la Pauvreté dans lequel plusieurs ONG se sont investies. L'UE a choisi l'année 2010 comme l'année de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (ceci pose de nombreuses questions telles que ces programmes s'attaquent-ils aux causes de la pauvreté, comment définir l'état de pauvreté ?

Regroupement Education-culture :

Il a été question des points suivants :

- Travail très intéressant sur l'histoire : l'image de l'autre dans l'enseignement de l'histoire d'où il ressort en particulier l'importance de l'échange des mémoires et des histoires ; organisation d'un séminaire sur « apprendre à enseigner la diversité de l'histoire et l'histoire de la diversité » en partenariat avec les ministères, les OING et les responsables de lieux et services culturels
- réflexion sur l'éducation à l'interculturalité et à la gestion non-violente des conflits
- débat sur les conclusions des colloques de St Marin et de Lisbonne (cf. plus bas)
- travail avec le regroupement Droits de l'Homme sur l'éducation à la citoyenneté et les Droits Humains
- mise au point d'un texte sur le volontariat proposé par l'ONG Volonteurope

Regroupement grande pauvreté :

Il a été question des points suivants :

- mise en œuvre de la charte sociale et le rôle des OING dans cette mise en œuvre. Les OING peuvent vérifier la manière dont les états mettent en œuvre cette charte et faire un rapport au Conseil de l'Europe et distribuer ce rapport aux ONG du pays. Le travail pour les OING de ce regroupement a été organisé.
- cohésion sociale : plusieurs membres du regroupement sont reconnus comme experts auprès du Comité Directeur Européen pour la Cohésion Sociale ; problème ce comité n'est plus une priorité du CdE
- préparation de la journée du 17 octobre, « journée mondiale contre la pauvreté »

Regroupement Société civile et Démocratie en Europe

Il a été question des points suivants :

- budget du conseil de l'Europe n'est pas assez important pour accroître le budget de la cours européenne des droits de l'homme et mener efficacement toutes les actions qu'il devrait mener dans les autres domaines. Il est demandé aux OING de faire pression sur leurs députés

- travail sur le statut juridique des OING dans les pays de l'Europe. Le témoignage de la Biélorussie est venu illustrer cette nécessité. Une motion de soutien aux étudiants exclus des universités a été votée
- suivi du Forum de Stockholm sur le futur de la démocratie au cours duquel il a été mis l'accent sur l'importance de la coopération avec les OING

Regroupement égalité Femme/Homme

Il a été question des points suivants :

- violences familiales et violences domestiques : les OING sont appelées à faire le suivi de l'application des recommandations du Conseil de l'Europe et des lois votées par les pays. Des recommandations doivent être faites pour sensibiliser les jeunes à la non-violence, montrer qu'il est faux que les religions prônent la violence, supprimer la violence à la télé, revoir l'image de la femme à travers la télé ou la presse (femme objet)

Regroupement Charte Sociale Européenne

-ATD Quart Monde a exposé la réclamation collective contre la France qu'il a menée pour soutenir le droit au logement et contre la politique pour les sans abris, dans le cadre du mécanisme de contrôle de la charte sociale qui donne aux associations le droit de recours contre les pays qui ne l'appliquent pas concrètement (la France a bien voté les lois, mais ne les applique pas en réduisant le nombre de logement pour les personnes en situation de pauvreté)

Regroupement Droits de l'Homme

- soutien aux défenseurs des droits de l'homme en coopération avec Amnesty International
- texte voté par les OING en soutien à Amnesty International attaqué par le Vatican
- texte voté en réponse aux propos du patriarche Alexis II qui a déclaré devant l'assemblée parlementaire que l'homosexualité était une maladie
- travail en coopération avec le regroupement éducation et culture sur l'éducation des enfants à la citoyenneté démocratique et aux Droits Humains, en liaison avec l'UNESCO, OCDE, EU. Ce travail comprend un volet formation des enseignants

Journée d'étude sur les dérives sectaires du 26 juin 2007

Cette journée est d'autant plus importante que le Conseil de l'Europe envisage de consulter des OING pouvant l'aider dans son travail sur les aspects religieux des questions qu'il traite. Une grande partie du débat a porté sur la définition d'une secte, ce qui la constitue et ce qui la caractérise, le défi qu'elles constituent aux Droits Humains, à la démocratie, la liberté d'association et à la protection du droit des enfants. Sous-jacent à ce débat, il y avait les dérives sectaires et la question de la scientologie qui semble s'infiltrer dans les institutions européennes. Une réflexion intéressante a été menée sur le passage de l'individu à l'adepte d'une secte. Il y a eu le témoignage émouvant d'une personne qui a réussi à se sortir d'une secte.

Rapport Conseil de l'Europe /UE

La commission a une ambassadrice permanente au Conseil de l'Europe. Son rôle est de faire fonctionner correctement l'accord signé entre le CdE et l'UE qui rend plus formelle et visible la coopération entre les deux institutions. Inversement, il y a un Directeur représentant le Conseil de l'Europe à la Commission. Il y a actuellement 26 projets co-fondés par le CdE et l'UE pour un montant de 27 millions d'euros. Dans les domaines où il n'y a pas de conflits de compétence, il y a une bonne coopération, dans les autres domaines, les deux institutions travaillent à harmoniser leurs compétences respectives.

L'UE a lancé année 2008 comme année du dialogue interculturel et le fait en coopération avec CdE.

En ce qui concerne le travail avec les OING, l'Union n'a pas l'équivalent du statut participatif. C'est donc aux OING d'établir les contacts avec la commission et de rencontrer les OING qui travaillent déjà avec la Commission.

I.2 Contribution au travail du Conseil de l'Europe sur la cohésion sociale et la dimension religieuse du dialogue interculturel

Le Réseau Européen a contribué activement au travail du Conseil de l'Europe. EN voici les points essentiels :

a) Contribution au livre blanc sur le dialogue interculturel et notamment sur sa dimension interconvictionnelle (et pas uniquement interreligieuse)

Le Réseau Européen a animé un groupe de travail international, interculturel et interreligieux, le G3I, dont la composition a été rappelée plus haut. Ce groupe a préparé une réponse à l'appel lancé par le Conseil de l'Europe pour contribuer au livre blanc sur le dialogue interculturel et sa dimension interreligieuse, que le groupe a étendu à la dimension interconvictionnelle. Cette réponse est publiée sur le site internet du réseau européen.

b) Contribution à la conférence européenne sur la dimension religieuse du dialogue interculturel organisée à St Marin par le Conseil de l'Europe et le gouvernement de St Marin les 23 et 24 avril 2007

Le réseau Européen a été invité par le Conseil de l'Europe à participer à cette conférence es qualité en la personne de François Becker qui a préparé le bref compte rendu qui suit avec quelques impressions :

La conférence a rassemblé les représentants officiels des états membres (y compris du Vatican), des représentants officiels des Eglises et des religions (choisis comment ?), des représentants de la COMECE, de la CEC, des membres des comités d'expert et des représentants des OING (la présidente de la Conférence, les Présidents des deux regroupements concernés (Droits de l'Homme et Education et Culture), et des ONG concernées par le thème et correspondant aux diverses confessions et convictions (IHEU, réseau Européen, commission des responsables religieux, associations de musulmans et associations de juifs).

Un temps de parole non négligeable a été demandé et accordé aux OING lors des débats (Présidente des OING, Gabriel Nissim, François Becker³, IHEU, ...). Leurs interventions ont été bien reçues et de nombreux points proposés ont été repris dans le document final qui est placé sur le site web du Conseil de l'Europe à l'adresse. Même si je n'en partage pas toutes les conclusions, je note cependant quelques phrases de ce document dans lesquelles sont mentionnés des points que nous défendons (soulignés par moi) :

« Les participants ont été nombreux à noter que ces valeurs⁴ étaient enracinées dans le patrimoine culturel, religieux et humaniste de l'Europe »« Les représentants des religions et de la société civile se sont réjouis de l'intérêt manifesté par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en vue d'engager lui-même un dialogue ouvert et transparent avec les communautés religieuses et la société civile sur la base des valeurs de l'organisation ...Ils ont noté que dans cette démarche, le Conseil de l'Europe entendait conserver à l'égard des religions et courants de pensée une attitude de neutralité».....« Les débats ont aussi mis en exergue le rôle des croyances et des convictions dans l'affirmation de l'identité individuelle».....« Les religions peuvent en effet élever ou enrichir les objectifs du dialogue et contribuer à ce que celui-ci s'établisse dans le respect de conditions essentielles, à savoir une ambition partagée de protéger la dignité de chaque être humain, par la promotion des droits de l'Homme y compris l'égalité entre les femmes et les hommes. »

³ Le texte de la courte intervention de FB est placé sur le site web.

⁴ Celles qui sont partagées et constituent le fondement même du Conseil de l'Europe

Le Comité des Ministres a proposé une rencontre annuelle de ce type, on peut supposer que le Réseau Européen sera à nouveau invité, ce qui nous donnera l'occasion de

-développer notre approche interconvictionnelle et de témoigner non seulement de dialogue, mais de pratiques interconvictionnelles,

- insister sur la nécessité du dialogue intra religieux, et donc d'inviter différents courants dans chaque religion ou courant de pensée.

c) Contribution au colloque « promouvoir le dialogue interculturel : enjeux et perspectives du Conseil de l'Europe » organisé à Lisbonne par le Conseil de l'Europe du 22 et 24 juin 2007

Le réseau Européen a été invité es qualité par le Conseil de l'Europe à participer à cette conférence, en la personne de François Becker qui a préparé le bref compte rendu qui suit avec quelques impressions :

Ce colloque a rassemblé environ 80 personnes, dont un quart environ des diverses instances du Conseil de l'Europe. Ici encore les OING du Conseil de l'Europe étaient représentées par les présidents des regroupements Droits de l'Homme et Education et Culture et par moi-même.

Des présentations et des débats très riches, difficiles à résumer :

Mise en évidence des enjeux : construction du vivre ensemble, c'est-à-dire un socle commun de références, améliorer la gouvernance démocratique de la diversité, dépasser les frontières intérieures pour reconnaître l'autre dans son humanité, ne pas subordonner les Droits Humains aux particularismes culturels, inculturation des Droits Humains, éducation au dialogue interculturel : donner goût à la différence, rendre plus accessible l'interculturalité, d'où l'importance de l'histoire...

Des affirmations importantes : la religion ne constitue pas une identité, elle n'est qu'une dimension de cette identité, le dialogue interculturel ne remplace pas la solution des problèmes politiques, aucune civilisation, aucune religion n'est monolithique donc prendre en compte la diversité culturelle au sein d'une religion, le dialogue implique la transgression de plusieurs rationalités pour en trouver une autre, dans le dialogue, ne pas faire l'économie des questions qui fâchent, la religion est toujours inculturée mais prétend à l'universel et donc prétend transcender les différences culturelles ; la culture ne s'identifie pas à une religion

Des discussions sur les outils et instruments permettant un dialogue interculturel, éducation, outils de coopération outils et instruments juridiques, instruments socio-économiques, instruments politiques (peut-on organiser un gouvernement, une démocratie mondiale ?), légitimation des interlocuteurs : qui parle au nom de qui ?,

Des questions fondamentales, telles que le conflit entre deux universalismes : celui des Droits Humains et celui des religions ; le conflit entre religion liée à l'identité d'un pays (Italie et catho, Turquie et musulman, Russie et orthodoxe..) et le développement du multiculturalisme qui fat disparaître cette forme d'identité ; conflit entre liberté d'expression et respect des personnes de convictions différentes, droit et responsabilité

d) Organisation du colloque 3I « Cohésion sociale dans une Europe multiculturelle, rôle et impact des courants de pensée et des religions » et tenue de ce colloque les 3 et 4 octobre 2007 à l'Université Marc Bloch de Strasbourg et au Conseil de l'Europe.

Ce colloque proposé par le G3I a rapidement été adopté par la Conférence des OING du Conseil de l'Europe qui est ainsi devenue co-organisatrice, c'est pourquoi tous les documents annonçant ce colloque portaient les logos du G3I et de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe. Son annonce et son programme ont été publiés sur le site web du Conseil de l'Europe.

Plus de 150 participant-e-s ont assisté à ce colloque animé par un pool de 16 intervenants de diverses convictions (religieuses, humanistes, agnostique, athée) qui ont alterné des exposés de réflexion et des témoignages d'actions concrètes. Les comptes rendus seront publiés prochainement.

Rapport de Louis Fèvre :

Ce colloque, tenu le 3 octobre à l'université Marc Bloch de Strasbourg et le 4 octobre dans les locaux du Conseil de l'Europe, était présidé par **François Becker**, co-secrétaire du réseau Européen **Églises et Libertés**. Il a été préparé par un groupe de travail International Interculturel et Interconvictionnel, le G3I, composé de membres d'associations de culture juive, humaniste, musulmane, et de notre Réseau Européen. L'enjeu était double :

- 1° Les instances européennes tenant peu compte de la base des Églises et des courants de pensée non religieux, il fallait faire bouger les choses.
- 2° Le but de G 3 I est de **favoriser la cohésion sociale en Europe**, compte tenu de la légitimité des identités culturelles, religieuses et philosophiques, mais aussi des risques de communautarisme qui peuvent en résulter.

On a donc beaucoup insisté sur l'inter-convictionnel. Les convictions sont des croyances et des choix légitimes, mais dont il est impossible de prouver rationnellement le bien fondé. Question d'intuition plus que de raison logique.

Une cohésion sociale pluraliste.

Comment respecter les convictions de chaque groupe ou personne, et développer entre tous le **dialogue** : s'informer, et discuter le point de vue de l'autre, mais sans abandonner ou minimiser le sien ? Comment favoriser l'action et la prise de parole de chacun dans l'espace public, qui appartient à toutes les communautés. Il s'agit de préciser ensemble les droits fondamentaux de tous, de discerner les mécanismes d'inégalité, d'aménager les espaces pluralistes.

Pourquoi ne le fait-on qu'en cas de conflit ? Pour quelle raison ne forme-t-on (en France) que deux agrégés en arabe ? Un musulman athée ne supporte plus ceux qui se présentent comme les porte-parole de sa communauté (Tewfik Allal). Celle-ci n'est pas que l'affaire des musulmans croyants. Toutes les religions partagent la conviction qu'il faut œuvrer à la cohésion sociale. Or, dans la pratique, exclusions et persécutions pullulent (Gabriel Nissim). Les convictions ne sont plus à imposer mais à proposer.

Diversité et démocratie

Nous ne pouvons séparer cohésion sociale et démocratie. Pour répondre à des déclarations allant dans le sens de la purification ethnique et face à l'audace de négationnistes de la Shoah, s'exprimant dans l'enceinte même du Conseil de l'Europe, celui-ci a publié une **déclaration sur la « multi - perspective historique »**, condamnant la pensée unique et les révisions déformatrices de l'histoire. Nous devons améliorer les cadres de négociation et de participation, et préserver certaines valeurs, comme la liberté d'expression (pensons à l'affaire des caricatures). La diversité est une valeur démocratique, mais elle ne va pas de soi en Europe. Le progrès existe pourtant et l'ouverture aux autres cultures permet d'éliminer des représentations stéréotypées, et de faire pièce aux fondamentalismes.

Sont citées les réalisations de multiples associations, comme le travail du Centre d'Action laïque de Belgique, rendant plus solidaires la population hétéroclite d'un quartier des environs de Liège, des écoles où le dialogue enseignants - enseignés est constant, et une communauté de jeunes en Allemagne, donnant leur place à des asociaux dans la société, ou encore le travail du pasteur Setodzo dans la cité de Haute pierre banlieue de Strasbourg qui a conduit les jeunes de toute conditions, origines et convictions à se prendre en main et à chanter ensemble des gospels.

Le choix de la non violence

La décision de refuser tout ce qui compromet la vie de l'autre constitue un atout essentiel. Le « tu ne tueras pas » fait d'ailleurs partie de toutes les sagesses du monde. C'est une valeur universelle,

qui s'impose chaque fois qu'elle est réalisable. Cette éthique fournit un premier test à la critique des religions. L'homme croyant a souvent tendance à nier les différences, ainsi qu'à ignorer les dérives violentes et l'exclusivisme de sa foi (Bernard Quelquejeu). La présidente de l'association « d'Ailleurs et d'Ici » a été accusée d'athéisme parce que, musulmane, elle refusait de porter le voile. (Samia Labidi). L'Islam fanatique des islamistes tue parce que l'on est incroyant, et interprète le port ou non d'un voile comme un signe de conviction religieuse, ce que récuse l'Islam d'appartenance simplement culturelle.

Rôle ambigu de la mondialisation

Est dénoncé son action, qui ne contribue pas au pluralisme. Au lieu de réduire les positions dominantes, elle accentue les inégalités et mutile des cultures et des économies qui permettraient aux moins puissants d'enclencher leur développement. Les intérêts individuels doivent s'effacer devant l'urgence des besoins collectifs et la protection des démunis. Plusieurs pistes de travail sont à suivre, qui, indirectement, y contribueront :

- assurer la qualification démocratique des individus,
- améliorer les cadres de négociation et de participation,
- préserver des valeurs comme la liberté d'expression. Les forums sociaux y ont aidé.

Un Livre Blanc

Le Conseil de l'Europe prépare ce Livre Blanc, qui portera sur le **dialogue interculturel**. Il traitera de la diversité des relations Église - États. Il exigera la liberté de pensée et des confessions, le respect des Droits Humains, l'égalité de base entre citoyens, la protection des minorités, et la gestion de la diversité.

Conclusions

Les conclusions du président du Cercle Gaston Crémieux, de culture juive, insistent sur le dépassement de l'inter - religieux par l'inter- convictionnel, la délégation, garantie d'une laïcité non totalitaire, et les structures représentatives (Philippe Lazar).

L'obtention par le réseau Européen du statut participatif lui permettra de mieux exploiter les données de ce colloque et de contribuer plus directement à la: réalisation d'une **cohésion sociale pluraliste**.

I.3 Information sur la demande de statut participatif

Une des conséquences du travail ainsi réalisé est que **le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe a décidé de recommander l'octroi du statut participatif au Réseau Européen**. Il a communiqué sa décision le 28 septembre dernier au Comité des Ministres, à l'Assemblée parlementaire et au Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe pour approbation tacite. En l'absence de toute objection, le Réseau Européen sera ajouté le 28 décembre prochain à la liste des OING dotées du statut participatif. (lettre officielle de la division des ONG et de la Société Civile du Conseil de l'Europe adressée à François Becker le 19 octobre 2007). La communication du secrétaire général du Conseil de l'Europe à ce propos peut être trouvée à l'adresse internet :

http://www.coe.int/t/f/ong/public/SGINF200711_F.asp#TopOfPage

II Réunion du Groupe de travail multipartis du Parlement européen (PE)

Séparation de la religion et de la politique www.politicsreligion.com
rapports de Hubert Tournès

II.1 Réunion du 5 juin 2007 à Bruxelles

Présent-e-s: pour Catholics for a free choice (CFFC ⁵): Elfriede Harth, Anka Grzywacz ;, pour le Réseau européen Eglises et libertés (RE): Hubert Tournès et pour la Fédération humaniste européenne (FHE): Georges Liénard

Ordre du jour:

-Dialogue entre les églises, les religions et les organisations non-confessionnelles et le Parlement européen
-Le congrès mondial des familles à Varsovie

a) Dialogue entre les églises, les religions, les organisations non-confessionnelles et le PE

Un échange de lettres assez vif a eu lieu récemment entre la présidente du Groupe, Sophie In't Veld et les présidents du Parlement, de la Commission et du Conseil de l'Union européenne.

S. In't Veld a adressé au nom du Groupe le 10 avril au pdt du PE, Hans-Gert Pöttering une lettre ouverte à laquelle la FHE et le RE⁶ ont apporté leur soutien par lettres ouvertes également. S. In't Veld critique l'invitation adressée au pape à prendre la parole devant le Parlement et invite H-G Pöttering à rencontrer le Groupe. Dans sa réponse, H-G Pöttering rejette les 'accusations' de manquement à la neutralité religieuse des institutions, souligne que le dialogue interculturel et interreligieux, est une priorité de son mandat et qu'il a lancé l'invitation avec le soutien des présidents de groupes politiques. Il accepte la proposition d'une rencontre avec le Groupe. Sa venue pourrait être fixée au 3 juillet (date confirmée).

S. In't Veld a adressé tout récemment une lettre aux présidents de la Commission, du PE et du Conseil européen (Angela Merkel) au sujet de réunions qu'ils ont coprésidées en 2005, 2006 et 2007 avec de hauts responsables religieux tous masculins. Rappelant une fois de plus les exigences d'ouverture et de transparence, elle insiste pour que soit abordée dans le «dialogue article 52», la question du rôle des religions en matière de discrimination des femmes et des GLBT (gays, lesbiennes, bisexuels, transsexuels).

Le groupe se trouve devant une situation parlementaire qui ne laisse guère espérer que le PE -dont l'actuel président chrétien démocrate est en outre très proche du Vatican- use de son pouvoir pour soumettre le 'dialogue article 52' aux règles appliquées aux organisations de la société civile. En effet, à l'occasion du nouveau processus constitutionnel, les partisans de l'inscription de références religieuses spécifiques dans la constitution de l'UE et d'un traitement privilégié des Eglises ont repris l'offensive aussi au PE. A cet égard une résolution du 7 juin approuvant le rapport Baron Crespo-Brok relatif à la feuille de route des travaux, avalise implicitement⁷ l'article 52

Le groupe s'efforcera, par les moyens dont il dispose, de prévenir les atteintes qui menacent la séparation de la religion et de la politique, ainsi que l'impartialité des institutions UE dans les relations avec les organisations de convictions. Pour autant il entend ne pas en rester à une attitude de pure opposition. Dans le souci du long terme, il centrera son action autour des valeurs d'une Europe laïque -comme il l'a fait en soutenant la déclaration de Bruxelles publiée par les organisations humanistes et CFFC à l'occasion du cinquantième des traités de Rome.

⁵ . CFFC a informé le Groupe par la diffusion en séance d'un article (en annexe) paru dans un n°spécial (Special European supplement 2006-2007) de la revue Conscience, de la mise en place d'un Groupe consultatif européen CFFC Europe (European advisory group CFFC Europe). CFFC Europe qui se composait de la seule représentante en Europe devient un groupe aux ressources importantes. Il est composé de 2 hommes et 3 femmes- e, dont Henk Baars, ancien pdt du Mouvement néerlandais du 8 mai et membre du RE qui a récemment créé avec une équipe une plateforme pour la diffusion d'idées progressistes (www.rk-kerk-plein.org) et Anka Grzywacz, chargée d'une mission d'observation en Pologne.

⁶ Les deux organisations ont également adressé des lettres ouvertes au président de l'APCE (Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe) sur un sujet similaire. Copie de ces lettres peuvent être obtenues auprès du secrétariat du Réseau Européen.

⁷ En effet, dans cette résolution (§ 18, sur lequel le groupe ALDE, Alliance libérale démocrate européenne, a demandé en vain un vote séparé), le Parlement se déclare disposé à maintenir un contact étroit avec «.. les communautés religieuses et la société civile.. »

La conférence organisée en mai 2007 par le Conseil de l'Europe à Saint Marin sur 'La dimension religieuse du dialogue interculturel' a été évoquée par plusieurs participants, dont les représentants de la FHE et du RE, comme exemple d'ouverture à un dialogue interconvictionnel et pas seulement interreligieux, et auquel une organisation religieuse issue de la base telle que le RE était invitée.

b) Le congrès mondial des familles à Varsovie (www.catholicsforchoice.org)

Anka Grzywacz (anka.grzywacz@wp.pl), membre du Groupe consultatif européen de CFFC et engagée au sein de la Fédération polonaise du planning familial, a donné un compte rendu de ce congrès. Elle en a retenu qu'il était un vaste rassemblement de catholiques ultraconservateurs des Etats-unis et d'Europe: en particulier les défenseurs polonais de la famille traditionnelle : Ligue Fédération des familles polonaises, un parti d'extrême droite , 'pro-vie' (représenté au Gouvernement mais qui a trop peu d'élus pour former un groupe au PE). Thème "La famille naturelle – Printemps pour l'Europe et le monde". Un logo représentant la silhouette d'un homme, de trois enfants et d'une femme visiblement enceinte mettait fortement en relief cette affirmation. Le congrès était organisé par le très conservateur Howard Center for Family, Religion and Society (Rockford, Illinois) . Il n'a guère retenu l'attention des médias et du public).

Le représentant du RE a pu nouer contact avec CFFC au sujet de nos activités en Pologne.

II.2 Réunion du 10 octobre 2007

Echange de vues avec Enrique Baron Crespo et Andrew Duff⁸ représentants du Parlement européen (PE) à la Conférence intergouvernementale (CIG)

Le présent rapport reprend divers éléments du projet de rapport rédigé par le secrétariat du Groupe.

Plus de 30 personnes participaient à la réunion (quelques parlementaires, de nombreux assistant-e-s parlementaires, des ONG). La fréquentation des réunions du Groupe tend à croître.

A l'ordre du jour : un échange avec Enrique Baron Crespo et Andrew Duff, deux des trois représentants du PE à la CIG chargée d'élaborer le Traité modificatif destiné à succéder à l'ex-Traité constitutionnel.

Sophie In't Veld, présidente du Groupe, ouvre la discussion en soulignant l'illisibilité du projet de traité et et faisant part de ses interrogations notamment au sujet de l'article 52 de l'ex-Traité constitutionnel.

BARON CRESPO et DUFF étaient préoccupés de l'état et l'évolution des discussions entre les Etats membres. Le Parlement aura à voter une nouvelle fois sur le Traité et sur la Charte. A Lisbonne, le 15 octobre, le Royaume-uni et la Pologne seront l'objet de pressions et devront expliquer par des arguments rationnels pourquoi ils refusent d'être liés par la Charte. Pour BARON CRESPO, le Traité modificatif « ne doit pas être un traité de contreréforme » et

⁸ Enrique Baron Crespo, PSE (parti socialiste européen), est un des pères de la constitution espagnole de 1978 et en particulier de sa partie relative aux relations religions-Etat; Andrew Duff, ALDE (alliance libérale et démocratique pour l'Europe)

après son adoption le processus de construction des institutions de l'UE, où les forces progressistes sont sur la défensive, doit continuer. Les deux parlementaires et les ONG présentes partageaient la volonté de défendre le caractère laïque de la construction européenne. BARON CRESPO souligna que la construction de l'Europe est un processus historique unique, authentiquement laïque. Pour la première fois dans l'histoire de l'Europe, les gens de foi, de toutes fois aussi bien que les agnostiques et les athées peuvent vivre ensemble paisiblement. Il a rappelé que dans le passé de l'Europe, la plupart des massacres furent causés par des conflits entre chrétiens. Il a rappelé aussi que si les pères fondateurs étaient en majorité des démocrates chrétiens, ils n'ont jamais considéré la religion comme un fondement de la construction politique qu'ils édifiaient.

Les exposés et la discussion ont porté sur la Charte des droits fondamentaux, le Préambule (héritage culturel, religieux, humaniste) et sur l'Article 52.

La Charte des droits fondamentaux

Le texte du projet de traité présenté à la CIG le 5 octobre (accessible sur le site www.consilium.europa) lui reconnaît une force obligatoire. Les trois représentants du Parlement européen à la CIG se sont mobilisés pour renforcer la citoyenneté dans le Traité en y incorporant la Charte⁹. Elle est en effet compréhensible par les citoyens ordinaires. DUFF a déploré que du fait de l'échec du Traité Constitutionnel Treaty, les citoyens de l'Union n'aient pas pu faire l'expérience du renforcement de la citoyenneté que ses collègues et lui avaient souhaité. BARON CRESPO a souligné que la citoyenneté se trouverait affaiblie dans toute l'Union¹⁰, si des Etats obtenaient la faculté de ne pas appliquer la Charte (Pologne, Royaume-Uni et peut-être, dans l'avenir, la Turquie - pour ce qui concerne les droits des femmes?). Il a aussi noté que, aux termes du Traité modificatif, l'UE s'engage à ratifier la Convention européenne des droits de l'homme. La Cour de Justice de Luxembourg se trouverait alors dans la même relation que les Cours suprêmes nationales avec la Cour des droits de l'homme de Strasbourg. BARON CRESPO insiste sur l'affaiblissement.

Le préambule

DUFF ne voit pas l'utilité du paragraphe du préambule de l'ex-Traité constitutionnel: « *s'inspirant des héritages..* ». Le RE s'inquiète de ce que ce texte sensible, fruit d'un large débat démocratique ne soit conservé que comme un considérant du nouveau traité, donc sans valeur juridique; [Ndr. *En même temps, le préambule de la Charte très semblable, risque de voir sa portée affaiblie si certains Etats usent de leur faculté de ne pas donner force de loi à celle-ci.*]

L'article 52 devenu 15 ter

Le RE, soutenu par la Fédération humaniste européenne (FHE), a déploré que l'article 52 légitimant un traitement spécial pour les religions et, par une conséquence non voulue des intéressés, pour les organisations non-confessionnelles, soit repris dans le traité et s'interroge sur le sens du transfert de cet article du chapitre relatif à la démocratie participative au Traité sur le fonctionnement de l'Union. Ce transfert lui paraît impliquer que les religions et les organisations humanistes feraient partie, non de la société civile mais de la sphère étatique, en violation du principe de séparation des Eglises et de l'Etat. Le RE a noté que la COMECE avait salué ce déplacement (communiqué de juillet 2007). Sophie In't Veld a demandé pourquoi et à la demande de qui a été opéré ce déplacement.

⁹ The IGC has no mandate to enshrine it into the Reform Treaty.

¹⁰ Propos d'A. Duff cités dans un communiqué de l'ALDE du 10 octobre, 17h : « *Nous allons bientôt avoir l'air d'une Europe à la carte, transformée par les demandes britanniques pour obtenir des clauses dérogatoires au sujet de la Charte des droits fondamentaux, sur la justice et les affaires intérieures qui risque d'en miner la portée pour les autres membres de l'Union* ».

BARON CRESPO ne partage pas les craintes suscitées par un déplacement qui lui paraît plutôt de nature à affaiblir l'article 52, considérant que le Traité relatif au fonctionnement de l'Union¹¹ a une moindre autorité que le Traité relatif à l'Union européenne. Pour DUFF, toutes les parties du futur traité ont la même force juridique. Il appartient aux acteurs de veiller à ce que le dialogue avec les Eglises, religions et organisations non-confessionnelles soit un véritable dialogue et se déroule dans la transparence.

La FHE estime que la représentativité, critère d'éligibilité des associations et de la société civile au dialogue que doivent maintenir avec elles les institutions de l'UE (ex-art 47.2), devrait être introduite dans l'Article 15 ter (ex-Article 52). En effet la question de la représentativité se pose au sujet des responsables religieux, des hommes généralement, et qui représentent rarement la diversité interne des religions et aucunement les organisations religieuses de base. Sophie In't Veld a soutenu cette intervention.

L'échange a fait apparaître l'apport des ONG au travail du Groupe.

CFFC a annoncé la journée d'étude coorganisée au PE avec le Groupe sur le thème *Religion et politique dans la nouvelle Europe*, le 27 novembre 2007 de 9.00 à 16.00

Contact: Elfriede Harth: eharth@catholicsforchoice.com

Prochaine réunion: 15 janvier 2008: Le rôle des religions dans les systèmes d'éducation.

¹¹ Ex-traités sur la Communauté européenne, puis Partie III du TCE

SCHLUSSERKLÄRUNG DES 27. THEOLOGIE-KONGRESSES

" ICH WAR EIN EMIGRANT, UND IHR HABT MICH AUFGENOMMEN"

Vom 6. bis 9. September 2007 nahmen 1200 Menschen am 27. Theologie-Kongress teil, gehalten in Madrid unter dem Thema "Ich war ein Emigrant, und ihr habt mich aufgenommen".

- Es ist offensichtlich, dass es während der letzten wenigen Jahre aufgrund des hohen Niveaus der Immigration eine größere soziologische Veränderung in Spanien gegeben hat, die die Kapazität der Solidarität der Bevölkerung als Ganzes und besonders der Christen getestet hat, zusammen mit der Art, wie sich die gesetzgebenden und ausführenden Zweige der Regierung mit den Problemen befasst haben, die auf dieses neue soziale Phänomen zurückgehen. Von einem Land der Emigration ist Spanien zu einem Land der Immigration geworden. Und diese Realität zeigt, dass wir nicht immer auf dem Niveau der Erfordernisse gewesen sind, die diese neue Gesellschaft von uns verlangt.
- Diese neue Realität mit ihren direkten Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt und die Wirtschaft muss nicht nur aus einer soziologischen und ökonomischen Perspektive überdacht werden, sondern auch aus ihrer religiösen und kulturellen Perspektive, besonders, wenn wir in Betracht ziehen, dass ein sehr hoher Prozentsatz von Einwanderern aus Kulturen, Religionen und christlichen Kirchen mit anderen Traditionen als die Mehrheit der Spanier kommt.
- Vom religiösen Standpunkt macht der christliche Glaube keinen Unterschied zwischen den Rassen, noch setzt er Grenzen, um Leute zu trennen, so dass er eine einschließende Gesellschaft fördern sollte, in der alle Männer und Frauen mit Würde einen Platz mit gleichen Chancen einnehmen können; eine Gesellschaft, in der es keine Ausländer oder Abgeschobene gibt, in der eine "Einreiseerlaubnis" weder Bedingung für die Würde noch für die Chancen der Menschen ist.
- Die massiven Migrationen nötigen uns, uns an die Nachricht von Paulus zu erinnern: " Nehmt einander an, wie Christus uns angenommen hat" (Röm 15,7), oder den Text zum Thema unseres Kongresses: "Der Fremde, der sich bei euch aufhält, soll euch wie ein Einheimischer gelten, und du sollst ihn lieben wie dich selbst; denn ihr seid selbst Fremde in Ägypten gewesen." (Lev. 19, 33-34). Dieses "Den Anderen Annehmen" ohne jeden Schatten der Diskriminierung, ohne jedwede Paternalismen oder Ausgrenzungen, ist der Kern der guten Nachrichten der Evangelien und der Schlüssel zur Schaffung einer neuen Gesellschaft.
- Als eine Bevölkerung, die Einwanderer aufnimmt, muss Spanien lernen sie nicht nur als ein Problem, sondern auch als eine Quelle des Reichtums sowohl in kultureller als auch in geistiger Hinsicht zu sehen, aber auch ihren Beitrag zur Entwicklung dieses Landes. Es ist nicht ein Fall "der preiswerten Arbeitskräfte", die weggeschickt werden können, wenn der Rhythmus der Wirtschaft nachlässt oder Umstände es erfordern, sondern von Menschen mit spezifischen Rechten: dem Recht auf Willkommen, dem Recht auf Würde, dem Recht auf gesetzliche Verteidigung, dem Recht auf Freizügigkeit, dem Recht, den gesetzlichen Rahmen zu nutzen, der ihnen Sicherheit gibt, dem Recht, ihre eigene Religion und kulturelle Tradition zu praktizieren, dem Recht auf geeignete Unterkunft, dem Recht auf Familienzusammenführung... letztendlich sind sie Menschen, denen wir volle Menschenrechte zuerkennen müssen, die die Wahlrechte als Bürger einschließen, denn das sind sie effektiv.
- Der Kongress hat spezielle Sensibilität gegenüber Immigrantinnen gezeigt, die doppelt oder dreifach unterdrückt sind: als Immigranten, als Frauen und in vielen Fällen, weil sie diskriminierten Kulturen, Rassen oder ethnischen Gruppen angehören, und hat die feste Verpflichtung übernommen, in diesem Bereich zu arbeiten, um ihre volle Integration in die Gesellschaft und die Anerkennung ihrer Rechte auf allen Gebieten zu erreichen: bei der Arbeit, in der Familie, ökonomisch, pädagogisch und sozial.
- Schlussendlich müssen wir lernen, den kulturellen und ökonomischen Reichtum, den uns die Anwesenheit der Immigrantinnen und Immigranten bietet, zu schätzen, ihr Anderssein zu respektieren im Rahmen legaler Gleichheit, in dem gemeinsame gesellschaftliche Bereiche geschaffen werden müssen, in denen wir aktiv und großzügig unsere Solidarität üben müssen.

Madrid, am 9. September 2007

Neuheiten der Mitgliedsstaaten

Belgique

PAVÉS (Pour Un Autre Visage d'Église et de Société)

Activités depuis Mars 2007

Le réseau PAVÉS relie 9 groupes francophones de Belgique ; il a fait le point sur ses activités et projets les 14 juin et 13 octobre 2007.

Après deux ans d'un mini-bulletin encarté dans les revues des groupes, un premier numéro du bulletin commun PAVÉS est paru en septembre 2007 fusionnant les publications des *Communautés de base*, de *Hors-les-Murs* et du *Réseau Résistances*. Il compte 60 pages et, outre la juxtaposition des apports des groupes, et des pages prises en charge par le *Réseau Pavés* lui-même, il inaugure des rubriques communes, comme un agenda et une 'revue des revues' ; cette dernière privilégie les informations des revues réformatrices belges et celles de nos réseaux frères à l'étranger. Ce bulletin est envoyé à environ 900 personnes. Le site web du réseau demande une mise à jour fréquente et la plupart de nos publications s'y trouvent. Mais curieusement, le forum est surtout alimenté par des chrétiens de petites confessions marginales et par des incroyants...

La priorité actuelle du réseau consiste à préparer une assemblée en avril 2008 autour de la nomination d'un nouvel archevêque à Malines-Bruxelles. Il nous a semblé que cette circonstance s'imposait pour faire réfléchir nos groupes et leur permettre de s'exprimer autour de la question de la démocratie. C'est tout naturellement notre groupe partenaire **Démocratie dans l'Église** qui se charge d'animer cette campagne d'information.

Les communautés de base ont tenu leur week-end annuel de ressourcement en avril sur le thème « *S'enrichir des différences ! Rêve ou apprentissage ?* » <http://www.paves-reseau.be/revue.php?id=412> Il s'agissait de s'impliquer le plus possible dans la démarche de réflexion ; la méthode utilisée (dite des 'incidents critiques') a permis à la quarantaine de participants de dégager des pistes d'actions et d'attitudes très constructives dans le cadre des rencontres interculturelles. La prochaine activité sera organisée en avril 2008 dans la même ligne, mais en étendant le champ d'expérience aux 'différences sociales et générationnelles'. La coordination vient aussi d'accueillir une réunion des délégués du Collectif Européen des CdB : on y prépare une rencontre européenne des communautés pour le printemps 2009 à Vienne.

Le groupe Hors-les-Murs avait invité Angelo Inzoli, prêtre marié italien, théologien et sociologue, à nourrir sa réunion annuelle sur « *Le prêtre après Vatican II : la réforme manquée* ». Voir : <http://www.paves-reseau.be/revue.php?id=423> et <http://www.paves-reseau.be/revue.php?id=395> Le groupe a également accueilli en juillet, à Bruxelles, la réunion des délégués de la Fédération européenne des Prêtres Mariés : ce fut une belle occasion de se reconnaître et de se fixer des objectifs communs, particulièrement concernant le statut social des prêtres sortis. <http://www.paves-reseau.be/revue.php?id=459> . On s'y intéresse aussi activement à tout ce qui suit l'affaire Milingo et ses prétentions à fédérer sous sa houlette les prêtres mariés du monde entier. <http://www.paves-reseau.be/revue.php?id=475>

Le groupe « Réseau Résistances » prépare son assemblée générale annuelle le 17/11 prochain : il a invité Paul Löwenthal, président du C.I.L. (Conseil interdiocésain des laïcs) à parler du livre de Georges Corn : « La question religieuse au XXIe siècle ». Au quotidien, le Réseau Résistances essaie modestement avec d'autres de donner en Belgique francophone une image plus évangélique du christianisme. Il se préoccupe notamment de la succession prochaine du cardinal Danneels à la fonction de Primat de Belgique.

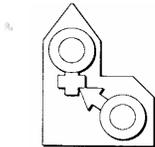
Le MCP 'Mouvement Chrétien pour la Paix' est une toute petite cellule qui travaille avec d'autres mouvements de paix, des mouvements flamands, abolition 2000 (www.abolition2000.be). Ses actions actuelles :

- un dépliant de vulgarisation sur la problématique des armes nucléaires, dans le but de rafraîchir les mémoires, vu l'actualité du « bouclier antimissiles » qui attise les tensions ;
- des démarches auprès des bourgmestres pour qu'ils rejoignent l'organisation « Mayors for Peace » ;
- des communiqués de presse, du courrier ciblé tout particulièrement en ce moment où la Belgique siège au Conseil de Sécurité de l'O.N.U.

Globalement, le réseau et les groupes qui le composent éprouvent quelques difficultés à mobiliser vers une culture de communication et de synergies : la tentation du repli sur soi est de plus en plus perceptible et le vieillissement de nos membres n'arrange pas les choses. Quant aux relations internationales, outre celles citées ci-dessus pour Hors-les-Murs et pour les Communautés de base, PAVÉS tient à affirmer son appui à la démarche d'*Églises et Libertés* auprès du Conseil de l'Europe. Mais nous estimons aussi que les ambitions d'une rencontre annuelle du Réseau Européen ajoutées à la cotisation nous coûtent trop cher et qu'il nous faudra sans doute restreindre encore notre participation : ceci est donc un appel clair de notre part à travailler sur une réduction des dépenses dans le Réseau plutôt que sur une augmentation des recettes...

Pierre Collet, pour le Conseil de PAVÉS

Deutschland



Initiative Christenrechte in der Kirche

c/o Gerd Wild (Geschäftsführer), Wacholderweg 4, D-65760 Eschborn, Tel. 0049 6173 65220, Fax 0049 6173 317590
gerdwild@aol.com Eschborn, den 22.12.2007

Bericht 2007

„Warum die Kirche nervt. Konservative Bischöfe bringen den Glauben in Verruf“ titelte die größte und renommierteste deutsche Wochenzeitung „Die Zeit“ am 27.9.07.

- Der Bischof von Regensburg ist verantwortlich dafür, dass ein wegen Kindesmissbrauch verurteilter Priester erneut in einer Gemeinde arbeiten durfte – obwohl die Richtlinien der Deutschen Bischofskonferenz das verbieten. Der Priester ist jetzt wieder angeklagt, einen Ministranten missbraucht zu haben. Bischof Müller sieht keinerlei eigenes Verschulden.
- Kardinal Meisner/Köln blamiert sich mit dummen Äußerungen zu einem neuen, abstrakten Glasfenster im Kölner Dom, dessen Entwurf von einem der bedeutendsten deutschen Künstler stammt. Er hält Kunst ohne erkennbaren Gottesbezug für „entartet“. Genau diesen Begriff hatten die Nationalsozialisten für die moderne Kunst verwendet, die ihnen missfiel.

Dies sind nur die aktuellsten Ereignisse, die von einer weiten Öffentlichkeit als Skandale empfunden werden. Die Initiative Christenrechte in der Kirche beobachtet mit zunehmender Fassungslosigkeit und Resignation, wie die Kirche in Deutschland von solchen beratungsresistenten Kirchenfürsten vor die Wand gefahren wird. Auch der Priester- und Geldmangel, die immer noch hohe Zahl von Kirchen-austritten haben nicht zu einer zukunftsorientierten Besinnung auf das Wesentliche der Botschaft Jesu geführt, sondern es wird lediglich administrativ verwaltet: Gemeinden werden zusammengelegt, Kirchen und Gemeindezentren verkauft, umfunktioniert oder abgerissen. Anlässlich der Herbstvollversammlung der deutschen Bischöfe haben VertreterInnen unserer Initiative mit „Wir sind Kirche“ und der Gruppe „Maria von Magdala“ für Gleichberechtigung in der Kirche medienwirksam gegen all diese Missstände protestiert. Die kleine Kerngruppe unserer Initiative muss sich ansonsten darauf beschränken, das Geschehen zu beobachten. Anfang Dezember erscheint das jährliche „Info“, ein ca. 80seitiger Reader über die aus unserer Sicht wichtigen kirchlichen und gesellschaftlichen Ereignisse, der kostenlos an etwa 300 Adressen verschickt wird und seit 27 Jahren allein durch Spenden finanziert werden kann.

Wichtig ist uns noch, zu erwähnen, dass unser Engagement als Christen seit langem andere Schwerpunkte hat, bei Amnesty International, in der von uns ins Leben gerufenen Beratungsstelle für Schwangerschaftskonflikte und bei den Protesten der „Ordensleute für den Frieden“ gegen den G8-Gipfel in Heiligendamm und die Macht der Banken.



Herbst 2007 KirchenVolksBewegung Deutschland

bundesweite Kontaktadresse: »Wir sind Kirche« c/o Christian Weisner Postfach 65 01 15 D-81215 München
Tel.: +49 (08131) 260 250 Fax: +49 (08131) 260 249 Info@wir-sind-kirche.de www.wir-sind-kirche.de
International Coordinator: Thomas Arens arens@we-are-church.org

Aus der aktuellen Arbeit der deutschen KirchenVolksBewegung seit Frühjahr 2007:

12 Jahre KirchenVolksBewegung – 12 Jahre „Stimme des Kirchenvolkes“

Zwölf Jahre nach dem KirchenVolksBegehren von 1995, dessen Ziele und Forderungen allein im deutschsprachigen Raum von mehr als 2,5 Millionen Frauen und Männern unterschrieben wurden, ist die KirchenVolksBewegung in Deutschland zusammen mit anerkannten TheologInnen zur „Stimme des Kirchenvolkes“ geworden. Da angesichts des restaurativen Klimas in unserer Kirche andere kirchliche Verbände in Deutschland immer mehr schweigen, wird diese „Stimme des Kirchenvolkes“ immer noch wichtiger. Die Papstwahl des Deutschen Joseph Ratzinger stellt dabei für die deutsche KirchenVolksBewegung eine besondere Herausforderung und Verantwortung dar.

Weil sie sich „in den vergangenen zwölf Jahren mit vielerlei Stellungnahmen, Projekten und Aktionen um die Erneuerung der katholischen Kirche verdient gemacht und dadurch auch einen wesentlichen Beitrag zur Humanisierung der menschlichen Gesellschaft geleistet hat“, wurde der deutschen KirchenVolksBewegung am 29. Juni 2007 der **Kulturpreis 2007 der Internationalen Paulusgesellschaft IPG** verliehen.

Ermutigende Resonanz auf dem Evangelischen Kirchentag 2007 in Köln



„Katholikinnen und Katholiken für die Ökumene!“ war unser Motto für den 31. Deutschen Evangelischen Kirchentag vom 6. bis 10. Juni 2007 in Köln, an dem Wir sind Kirche im „Ökumenischen Dorf“ beteiligt war. *Wir sind Kirche* ermutigte zu diesem Kirchentag wieder alle Teilnehmenden, die Gastfreundschaft bei Eucharistie und Abendmahl zu praktizieren. Auch Radio Vatikan zitierte aus unserer Pressemeldung zu diesem Thema. Menschen aus der KirchenVolksBewegung nahmen an der Kirchentagsdemonstration „KIRCHE GIB 8!“ anlässlich des zur gleichen Zeit in Heiligendamm stattfindenden G-8-Gipfels teil.

Vielbeachtete Mahnwache zur Bischofskonferenz vor dem Fuldaer Dom

Mit einer Mahnwache „Wir prangern an!“ war die KirchenVolksBewegung *Wir sind Kirche* gemeinsam mit *Maria von Magdala – Initiative Gleichberechtigung für Frauen in der Kirche* bei der Eröffnung der Herbstvollversammlung der Deutschen Bischofskonferenz am 24. September 2007 in Fulda präsent. Die eindrücklich an drei Schandpfähle gehefteten Mahntafeln zeigen: Die Liste der ungelösten Probleme in unserer Kirche wird immer länger. Doch die Ergebnisse der Herbstvollversammlung der Deutschen Bischofskonferenz, vor allem zur Neuordnung der Pastoral in den Diözesen sowie zum künftigen Vorgehen bei sexuellem Missbrauch in der Kirche, waren enttäuschend.



Skandalöser Umgang mit sexuellem Missbrauch im Bistum Regensburg (Bischof Müller)

Der unverantwortliche Umgang des Bistums Regensburg mit einem Wiederholungsfall sexuellen Missbrauchs durch einen Priester überschattete die gesamte Bischofskonferenz. Schon bei einem vorausgegangen Missbrauchsfall war von der Bistumsleitung entgegen den Leitlinien „Zum Vorgehen bei sexuellem Missbrauch Minderjähriger durch Geistliche im Bereich der Deutschen Bischofskonferenz“ gehandelt worden. Aber auch der Vatikan trägt entscheidende Verantwortung, nachdem seit dem „Motu proprio Sacramentorum sanctitas tutela“ vom April 2001 die Glaubenskongregation die kirchenrechtliche Zuständigkeit für Vergehen des sexuellen Missbrauchs an sich gezogen hat. Mit einem **dezidierten Fragen- und Forderungskatalog** an den Regensburger Bischof, an die Deutsche Bischofskonferenz sowie an Papst Benedikt XVI. und die zuständigen Vatikanbehörden forderte *Wir sind Kirche* die Bischofskonferenz deshalb dazu auf, die vor fünf Jahren von ihr beschlossenen „Leitlinien“ konsequenter anzuwenden, grundlegend zu überprüfen und ggf. zu überarbeiten. Außerdem erneuerte die KirchenVolksBewegung die Forderung nach unabhängigen Beratungsstellen. Solange dies nicht erfolgt, unterhält *Wir sind Kirche* das von ihr im Jahr 2002 eingerichtete **Zyresse-Notruf-Telefon** als erste Anlaufstelle.

Weitere Aktivitäten der deutschen KirchenVolksBewegung seit Frühjahr 2007 (in Auswahl)

- Protest gegen die Maßregelung des Befreiungstheologen **P. Jon Sobrino SJ**
- Unterstützung der Theologenforderung von Prof. Hünermann u.a. nach **Reform der Glaubenskongregation**
- Unterzeichnung **Petition Wiedereinführung Diakonat für Frauen** Women's Ordination Worldwide (WOW)
- breite **Zölibats-Diskussion** nach der Priesterweihe eines verheirateten evangelischen Pfarrers im Bistum Eichstätt
- Aufruf zur **Mitwirkung bei der Bischofsbestellung** im Bistum Speyer mit Stellungnahmen von KirchenrechtlerInnen und Schriftwechsel mit dem Nuntius
- **21. Bundesversammlung** der KirchenVolksBewegung vom 23. bis 25. März 2007 in Dresden mit dem Thema „Gott begegnen vor den Kirchentüren – Geschwisterlichkeit mit Nichtglaubenden“
- **Spirituelle Begegnungstage** für Menschen mit und ohne Kindern auf Burg Rothenfels im August 2007
- **22. Bundesversammlung** vom 26. bis 28. Oktober 2007 in Münsterschwarzach bei Würzburg „Gelebte Freiheit“ mit Dr. Erwin Koller, Vizepräsident der Herbert Haag-Stiftung „Für Freiheit in der Kirche“
- zahlreiche weitere Aktivitäten der Diözesangruppen und Arbeitsgruppen

Wichtige Stellungnahmen der deutschen KirchenVolksBewegung

- „Für ein versöhntes Europa in religiöser Vielfalt“ zum 50. Jahrestag der Römischen Verträge am 25. März 2007
- „Keine Lösung zentraler Fragen in Sicht“ zum 80. Geburtstag und 2. Jahrestag der Wahl von Papst Benedikt
- Sieben Thesen „Wider die Resignation in der Ökumene“ vor dem diesjährigen Evangelischen Kirchentag in Köln
- „Das II. Vatikanische Konzil kann und darf nicht in Frage gestellt werden!“ Stellungnahme zum Motu Proprio „Summorum Pontificum“ vom 7. Juli 2007
- Stellungnahme zum Schreiben der Glaubenskongregation bezüglich der Lehre über die Kirche“ vom 10. Juli 2007
- Offener Brief an die Kirchen der Reformation nach der Erklärung der Glaubenskongregation vom 10. Juli 2007
- „Kirchen müssen selber Vorbild für Erneuerung und Einheit sein“ zur 3. Europäischen Ökumenischen Versammlung 4.-8. September 2007 in Sibiu/Hermannstadt

Permanente Angebote der deutschen KirchenVolksBewegung

- Sechs Beratungsstellen für Frauen im Schwangerschaftskonflikt durch *Frauenwürde* → www-frauenwuerde.de
- „Zypresse-Not-Telefon“ für von sexueller Gewalt durch Priester u. Ordensleute betroffene Kinder u. Jugendliche.

Internationale Arbeit der deutschen KirchenVolksBewegung

- Teilnahme an der **17. Konferenz des Europäischen Netzwerks „Kirche im Aufbruch“** und dem **10-Jahrestreffen der Internationalen Bewegung Wir sind Kirche** vom 3. bis 6. Mai 2007 in Lissabon/Portugal
- Mitarbeit im neugeschaffenen **Team der Internationalen Bewegung Wir sind Kirche (IMWAC)**
- Teilnahme an der **Tagsatzung im Bistum Basel** „Menschenrechte in und außerhalb der Kirche“ 17.-19. Mai 2007
- Teilnahme an **Preisverleihung der Herbert-Haag-Stiftung** für Freiheit in der Kirche 24. Juni 2007 in Luzern
- Teilnahme an der **Frauensynode Schweiz** am 22. September 2007 in Luzern
- Teilnahme an **Kirchenvolks-Konferenz** und *Vollversammlung Plattform Wir sind Kirche* Oktober 2007 in Wien

„fact sheets“ auf Deutsch, Englisch, Spanisch, Französisch und Italienisch

- Informationspaket von *Wir sind Kirche* über die aktuelle Situation der römisch-katholischen Kirche in Deutschland und das besondere Verhältnis zwischen der Kirche in Deutschland und dem Vatikan (wo Joseph Ratzinger mehr als 23 Jahre Präfekt der Glaubenskongregation war). → www.wir-sind-kirche.de Stichwort „international“

Terminvorschau 2008 der deutschen KirchenVolksBewegung

28.-30. März 2008	23. Bundesversammlung in Bielefeld zum Thema: Sexualität
30. März 2008	Gottesdienst zum Weltgebetstag für Frauenordination vor dem Dom in Paderborn
13. April 2008	Aufruf zur KirchenVolksPredigt als Predigt von Laien
21.-25. Mai 2008	Teilnahme am 97. Deutschen Katholikentag in Osnabrück
2.-5. August 2008	Spirituelle Begegnungstage auf der Burg Rothenfels
5.-26. Oktober 2008	kritische Begleitung der Bischofssynode in Rom
Herbst 2008	24. Bundesversammlung

Zusammenstellung: Christian Weisner

Espagne

1) DECLARATION BY REDES CRISTIANAS about the closure of San Carlos Borromeo parish in Madrid (3rd April 2007)

The more than 150 grass roots organizations, communities and movements of the Catholic Church in Spain, integrated in Redes Cristianas, at the decision taken by the office of the archbishop of Madrid to close the San Carlos Borromeo parish, openly declare our disagreement with the measure taken, make a call for dialogue and common sense and express "Another voice of the Church" with the following comments: what we would like to have heard from the archbishop's office, that which we recognise as a very valuable contribution of S. Carlos Borromeo, that which we request and demand from the bishop of the diocese.

1° The truth, Pilate, today more than ever, is in the process. The question which Pilate asks Jesus during his trial and, without waiting for an answer, condemns him to death washing his hands, locates us exactly on the path, not only of the week we are celebrating, but also of our understanding of the process the archbishop of Madrid's office is taking against the community of the parish of San Carlos Borromeo. Today no one is convinced by unilateral decisions, much less by authoritarian and capricious impositions. Since we are free living beings, the sole way of success in human relations to resolve conflicts is by word, by dialogue. Power, when not clothed with the authority provided by cordiality and service is easily converted into an executioner. On the contrary, service generates that moral authority that is both warm and near and which invariably becomes unquestionable, practically invincible.

For all this, to Pilate's question, we want to respond with *van der Meersch* that the truth today is in the process, in the method applied to resolve conflicts. Because there is a practice which the gospel consecrates and another which it condemns. The first is very aptly expressed by Matthew in his famous *fraternal correction*, by taking the following steps: "If your brother sins, go and make it known to him, just the two of you together. If he takes heed, you have gained your brother. If he does not take heed, call another person or another two, so that the whole question is resolved with the support of two or three witnesses. If he does not take heed of them, tell the whole community and if he does not take heed either of the community, consider him a pagan or a tax collector" (Mt 18). Properly understood, the complaint that the community of S.C.Borromeo broadcasts in this conflict is a consequence of the wrong process being applied. "Why does the bishop not believe our faith?" "Why has he deceived us?"

But there is another way to resolve conflicts which the gospel condemns: You know that the rulers of nations govern them like absolute leaders and the great oppress them with power. But it must not be like that amongst you, since he who wishes to become great amongst you, will be your servant and he who would be first, will be your slave". (Mt 20). It is a question of sensibility, delicacy, spiritual manner. Authoritarianism is no longer valid, not even in politics. Is our bishop getting so far left behind that he cannot venture beyond the limits of rubrics and of Canon Law? Given the accentuating crisis which many dioceses of the Spanish state are undergoing with respect to the Faith, do our bishops not have any good news to give to the communities other than their usage of a feudal power in which no one can believe any more?

This conflict has been heavily handedly created and from beyond S. Carlos Borromeo it affects us and implicates us all, men and women, and, although it might be a bit late, we are still waiting for the bishop to make some gesture of proximity and a word of encouragement. Because, the truth, the solution to the problems, is no longer in absolute power but in a frank and cordial gesture, in dialogue, in confidence.

2° The truth, Pilate, is to be on the side of the poor. We proclaim this with true pride in the case of S. Carlos Borromeo. For nearly thirty years, this community has been living on the fringe of society; it is a community of the destitute. And the gospel proclaims them blessed. if we had a warm and thankful

word to give them, with this word, we would say: "Courage, brothers and sisters because amongst you women and men the God of Jesus breathes and encourages. You are, for us, a theological place, a powerful sign of the Kingdom of God.

We think very appropriate, the selection which, for your praxis, you have made of the same programme of Jesus: "The Spirit of the Lord is upon me. He has annointed me to take good news to the poor, to announce peace to captives, to tell the blind that soon they will see, to liberate the oppressed and an Amnesty by God" (Lk 4). Amongst the destitute and the excluded, namely, the children abandoned in the streets, the mothers of the drug addicts, the rubbish scavengers, the immigrants, you have decided to build your humble church. And that we feel is both admirable and provocative. Is there a better prophecy than to take good news to the poor?

We were taught a long time ago that "outside the Church there is no salvation" and we have discovered with joy that it is not true. Our God is greater than the Church. They taught us that "outside the world, there is no salvation", and this was the great truth proclaimed by Vatican II. But that is not all. The Church of the Poor has had to arrive, incarnating the spirit of the same Council so that a new recently crucified person, Jon Sobrino, has had to recognise openly that "beyond the poor there is no salvation". The answer to the question that Pilate, by washing his hands, did not wait for, rises up from your community with an irrespressible cry: "The truth, Pilate, is to be with the poor".

3° The truth, Pilate, is in recognising the different ways of being the Church that the Spirit is raising amongst the believers. It is nothing new, it has occurred always, right from the beginning, during the two milleniums of the Church. Here are a few examples to illustrate this fact. How can we forget that conflict at the beginnings of the Mother Church of Jerusalem with the new churches born as a result of the missionary preaching? Is it not true that Paul had to argue with James and Peter about the interpretation that they were making of the gospel and Passover of Jesus? Can we ignore the profound tensions between the communities with a Jewish origin and the Helenists, precisely about Christian liberty and the interpretation of the Jewish Law? The same diversity, as known by every specialist of the New Testament, covers the whole body of the four gospels. And common sense has seen in this diversity, an enrichment and a flowering of the Spirit.

Moreover, linking the harsh criticism made against the community of San Carlos Borromeo for their way of celebrating the Eucharist, how can we not remember the different ways of celebrating the "memory of Jesus" in the different communities, as openly revealed by the words applied to this gesture: "The Breaking of the Bread" in Jerusalem and the "Lord's Supper" in Corinth? Truly, the "memory of Jesus" could not be celebrated in the same way in Jerusalem, where there were lots of poor people, as in Corinth, where the Christians belonged to a better social class. Let us say that today you cannot celebrate the Eucharist in the same way in the cathedral as in a slum. And neither would you think in the same way if you lived in a palace or a cave.

Why then so much emphasis about the differences if they have always been there, albeit under tension, in the history of the Church? Why does a part of the Church, the hierarchy, vest itself with the right of denying legitimacy to the other part, which is the majority, simply because in many cases it does not think or act in the same way?

Facing these and other questions which arise in relation the the existing conflict between the bishop and the community of S.C.Borromeo, we invite all men and women to look with humility at that first Council of Jerusalem (Acts 15), which, in proximity and dialogue, found a way out of the huge conflict arisen between the Church of Jerusalem and the Churches of the mission amongst the Gentiles because we are convinced that the question of Pilate about truth, in this case has only one answer: The truth, Pilate, is in the recognition of diversity whilst maintaining unity.

2) REDES CRISTIANAS FIRST CONFERENCE 10TH-11TH NOVEMBER 2007
Colegio San Agustín, Madrid

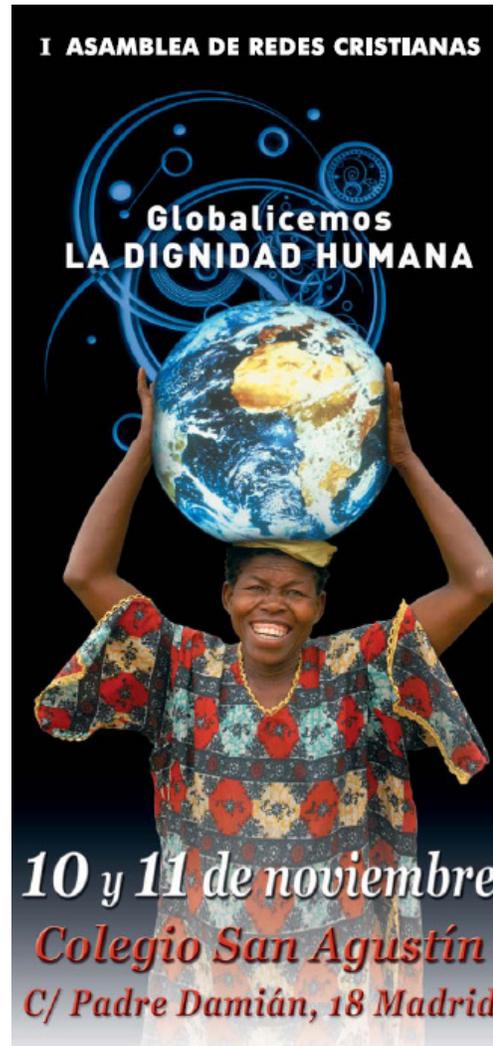
THEME: LET'S GLOBALISE HUMAN DIGNITY

Let's Globalise Human Dignity, this is the general theme of the 1st Conference of Redes Cristianas, which brings into context the objectives established by the platform as explained in the network's identity card. See www.redescristianas.net under "Quienes somos".

We are in pain with the individuals and peoples who suffer and are excluded by the inhuman capitalist system and by a society without mercy. From this standpoint and from our option for the poor, we want to fight shoulder to shoulder for Justice and to globalise Human Dignity both in the Church and in the global city.

The workshops, inserted in the general framework of the Conference, will be the most important form of participation. In them, we deal in depth with human indignities produced by political repression and exclusion due to motives ranging from social economics and ethnic status to sexual orientation, gender, religion, opinions and lifestyle. We will search, in a community spirit, for possible answers to bring about a democratic transformation of the Church and Society.

The objectives of the Conference are to share the group experiences and reach a minimum programme of activities in a festive & resourceful environment using our imagination and creativity to launch a horizontal participative process that gives rise to the announcement of a gospel of Good News from the frontier and celebrate the mystical dimension of Life.



REDES CRISTIANAS WORKSHOPS already working and contributing to the conference & THE ORGANIZING GROUPS (in ITALICS)

1. **IMMGRATION:** *Cristianos por el Socialismo;*
2. **INTER-RELIGIOUS DIALOGUE:** *CEMI;*
3. **HOW CHRISTIANS MUST READ HISTORY FROM UNDERNEATH: Empoverishment, Hunger, Zero Poverty, Objectives of the Millenium, the Victims:** *Cristianos por el Socialismo;*
4. **SPIRITUALITY FOR ANOTHER POSSIBLE WORLD** (a continuation of the Nairobi workshop): *Iglesia de Base de Madrid;*
5. **SEXUALITY AND NEW GENDER RELATIONSHIPS:** *Católicas por el Derecho a Decidir (CFFC)*
6. **ANOTHER CHURCH IS POSSIBLE: Communion & Pluralism:** *Somos Iglesia-Madrid*

7. HOMOSEXUALITY & THE GOSPELS:

Area of Religious Matters - FELGT (Spanish Federation of Lesbians, Gays & Transexuals)

8. **THE ROLE OF WOMEN IN THE CHURCH, generating Hope:** *Mujeres y Teología*

9. **DEMOCRATISATION & HUMAN RIGHTS IN THE CHURCH:** *Kristau Sarea*

10. **THE GLOBAL MARKET, ITS INFLUENCE ON LIFE AND THE FAITH:** *Comunidades Cristianas Populares*

11. **FAMILY DIVERSITY:** *Coordinadora de Crentes Galegos*

12. **LAICITY:** *Católicas por el Derecho a Decidir, FECUM & Cristianisme y s.XXI*

13. **The CONCORDAT & CHURCH-STATE AGREEMENTS:** *Cristianisme i s.XXI Catalunya*

14. **The LA COPE(y) (broadcasting network), DENOUNCED TO THE ROTA TRIBUNAL:** *Cristianisme y s.XXI Catalunya*

15. **THE ANTI-GLOBALIZATION MOVEMENT & the contributions of grass roots Christians:** *Iglesia de Base de Madrid*

Programme

Saturday, 10th November

- 09.00 Welcome and handout of documentation
- 10.00 Opening address and presentation of the Conference
- 10.15 Presentation of the participating groups
- 11.00 Motivation for the workshops
- 12.00 Workshops
- 14.30 Lunch
- 16.00 Finalisation of the workshops
- 17.00 Pause
- 17.30 Redes Cristianas Conference

Sunday 11th November

- 10.00 Celebration
- 12.00 Public gesture

Objectives of Redes Cristianas www.redescristianas.net

Redes Cristianas is a large network of 147 Catholic communities and movements from all over Spain with a critical and aperturist approach, inspired by the Gospels and the spirit of Vatican II.

Faced with the complex situation of Society and the Church resulting from of a radical change of civilisation, we have felt the need to coordinate our activities to act together and become an alternative, critical voice.

From the option of the poor, we have proposed these five objectives:

1. Revise our lifestyle, means and community methods to achieve an egalitarian dignity and fraternity.
2. Make known, by public actions, this model of community and organization, by striving for "*another possible world*".
3. Share information, training and experiences with other individuals and groups.
4. Establish relationships with other national and international networks and other religions.
5. Contribute to the radical transformation of the Church and its presence in the world.

FRANKREICH

1) Ein großer, kämpferischer Katholik : Jacques Chatagner (1918-2007)

Jacques Chatagner starb am vergangenen 15. September im Alter von 88 Jahren. Er hatte den höchsten Universitätsrang als Literaturwissenschaftler und war Absolvent der Ecole normale supérieure, Paris. Dieser Professor hat mehr als fünfzig Jahre an allen Kämpfen der christlichen Linken und Extremlinken teilgenommen. Er leitete eine Reihe Zeitschriften, von denen die ersten beiden, *La Quinzaine* und das *Bulletin*, 1955 und 1957 von der Glaubenskongregation verurteilt wurden. Verbunden mit den Dominikanern und besonders mit Pater Chenu stand er den Arbeiterpriestern sehr nahe.

Er bekämpfte die Kolonialkriege, aber auch die atomare Rüstung in Europa und nahm mit seinen protestantischen Freunden, wie den Pastoren Bosc und Casalis, an der Christlichen Friedenskonferenz teil.

Näher bei uns war er Gründer der französischen Vereinigung *Droits et Libertés dans les Églises*, deren Präsident er bis zu seinem Tod blieb. Er trug auch noch 1999 zur Bildung des Bündnisses *Réseaux du parvis* (Netzwerk des Vorhofs) bei.

Martine Sevegrand

2) Lettre ouverte de catholiques aux évêques de France

Préparée par Femmes et Hommes en Eglise , Droits et Libertés dans les Eglises et adressée à tous les évêques de France:

Dans votre *Lettre aux catholiques de France* (1996), publiée pour " Proposer la foi dans la société actuelle ", vous aviez voulu lancer un débat. Plusieurs affaires récentes, dont celle du Téléthon 2006 et les atteintes à la réforme liturgique, relancent l'urgence de ce débat, car il y va de la crédibilité des instances institutionnelles et de l'avenir, voire de la survie, du catholicisme français.

Un constat : le décalage entre la base et le sommet va croissant

Dans les villes et les campagnes, des catholiques, femmes et hommes, agissent et mènent une réflexion sur ce qui est réalisé et sur ce qui est déclaré impossible à faire par des laïques dans leurs communautés ecclésiales. Ils sont présents sur de nombreux fronts. Ils participent aux actions liées à l'évolution de nos sociétés. On connaît assez leurs difficultés actuelles, elles s'affichent par les médias : les SDF, les sans-papiers, les chômeurs, les familles brisées, les inégalités croissantes, la violence jusque dans les écoles et les familles, etc. Ces situations renvoient à celles que le Christ et les apôtres ont prises en considération. Aujourd'hui, elles suscitent des élans de générosité et de solidarité, venant de tous les bords. Des catholiques y participent, éclairés par l'évangile. Connaissent-ils les déclarations épiscopales ? En ont-ils seulement besoin pour agir ?

Pendant que nos sociétés, en recherche de spiritualité, demandent du sens et du bonheur, l'institution catholique, trop éprouvée, s'occupe d'abord d'elle-même, tentant de colmater ses brèches avec des moyens dépassés. Elle fait songer aux reproches du prophète: " *Ils m'abandonnent, moi, la source d'eau vive, pour se creuser des citernes fissurées qui ne retiennent pas l'eau* " (Jérémie 2,13).

La période des élections montre combien les Français sont sondés, interrogés et sollicités. Ils participent au vaste débat. Rien de tel dans l'Église catholique, malgré les nombreuses demandes exprimées par les synodes diocésains depuis une trentaine d'années. Les grandes décisions sont toujours prises à Rome et dans les relais nationaux, qu'il s'agisse des nominations d'évêques, des traductions liturgiques à modifier, des "chapelles traditionnalistes" à tolérer, des adaptations indispensables refusées, etc. Les effets ne tardent pas à se faire sentir, les enquêtes les manifestent (sondage CSA/Monde des Religions, janvier 2007) : c'est l'érosion continue et la faillite du système.

Évêques catholiques de France, nous reconnaissons toute la difficulté de votre tâche et les efforts de beaucoup d'entre vous. Nous voyons que vous êtes tiraillés entre les réalités du terrain et les instructions romaines. Certains parmi vous réagissent clairement et fermement, comme l'a montré, entre autres, l'affaire du missel de saint Pie V en octobre 2006 ; nous saluons leur discernement et leur résistance.

Nous, catholiques de France, nous estimons que vous n'avez pas à porter seuls la charge des décisions pastorales. Considérez les fidèles, non comme une masse d'exécutants, mais comme des membres à part entière du peuple de Dieu, partageant avec vous les responsabilités.

Nous, nous voulons vous voir libres d'agir pour le bien des membres du peuple de Dieu sans vous laisser paralyser par le système institutionnel et par des directives qui ne tiennent pas compte de leurs besoins vitaux.

Plusieurs actions s'imposent et elles sont urgentes.

1. Donner forme et vigueur aux communautés locales et en susciter de nouvelles. Elles sont un héritage de la pastorale des premiers chrétiens. Le Concile a rappelé cette tâche première : la formation d'une authentique communauté chrétienne (Vatican II, Prêtres 6). Pourtant, la *Lettre aux catholiques de France* est totalement muette sur ce sujet essentiel. Il n'est donc pas étonnant que, sauf de rares exceptions, vous ne nous souteniez pas dans la pastorale des communautés ; vous nous découragez plutôt, en cassant ce qui existe. Au lieu d'organiser les ministères au service des communautés, vous imposez des restructurations autour des quelques prêtres qui restent.

2. Élaguer l'Église catholique de France de sa bureaucratie centralisatrice mise en place en des temps où l'Église avait une vision pastorale différente, dans un contexte social autre. Quel est l'apport effectif des innombrables et longs documents concernant la vie chrétienne des fidèles et des communautés ? S'il est minime, mieux vaut choisir d'autres méthodes.

3. Débusquer toutes les manifestations de cléricalisme qui subsistent malgré les réformes du Concile et rechercher les moyens d'en guérir les auteurs et leurs victimes.

4. Oser la même obstination que la veuve de l'évangile (Lc 18,1-8) pour obtenir un retour à la tradition apostolique quant à l'accès aux ministères (1 Tm 3,2), sans discrimination selon l'état de vie ou le sexe des personnes appelées : les ministères sont pour la communauté, celle-ci est première. Nous affirmons que c'est possible aujourd'hui, comme il devint possible au concile Vatican II (1962-1965) de célébrer la liturgie en langue vivante, comme la demande en était déjà exprimée quatre siècles plus tôt au concile de Trente (1545-1563) !

Pour mettre en place les innovations qu'appellent les "signes des temps", l'Eglise a besoin d'évêques qui ne soient pas comme pris en otages et qui ne se laissent pas paralyser par le désastre de notre Église et par des règlements venus d'en-haut. Ce fonctionnement actuel de l'Institution est suicidaire !

Voilà ce que nous avons tenu à vous dire en cette fête de Pentecôte et sans plus attendre, comme nous en avons le devoir et le droit (Code de droit canonique, c. 212.3).

Cette lettre s'appuie sur une réflexion menée au cours d'un séminaire, dont les Actes ont été publiés avec la présentation de communautés vivantes de différents pays (Europe, Etats-unis): *Faire Église autrement. Un monde autre, des communautés autres*, Revue *Les réseaux des Parvis*, Hors-série n° 13 (juillet 2005). V. aussi *Nouveaux visages d'Église*, Cahiers de l'Atelier n° 506 (2006). Elle a été rédigée par un groupe de travail des associations *Droits et libertés dans les Eglises* et *Femmes et Hommes en Eglise*.

Pentecôte 2007

3) Lettre adressée le 24 Juin 2007 aux évêques de France par Femmes et Hommes en Eglise et Droits et Libertés dans les Eglises

A chacun de nos frères Evêques de France

Père ,

Nous avons été révoltés par l'appel aux catholiques du Cardinal Renato Martino, Président du Conseil Pontifical Justice et Paix, leur enjoignant de ne plus contribuer financièrement à Amnesty International au motif que cette association a décidé de faire valoir la possibilité d'une interruption de grossesse pour les femmes victimes de viol et celles dont la vie est mise en danger par leur grossesse.

Nous sommes tristes de n'avoir pas encore entendu ou lu une réserve de l'épiscopat français sur ce texte. Dans un passé récent, à propos du téléthon, un appel semblable de quelques évêques français avait suscité d'heureuses réactions de la part de leurs confrères, entre autres le cardinal Barbarin et Mgr Dubost.

Ce message d'inhumanité contribuera à vider encore un peu plus les églises ; il est d'ailleurs contestable sur le plan de la doctrine la plus classique en ne respectant pas la notion du « moindre mal ». Comment le cardinal Martino peut-il confondre « dépenalisation » et encouragement à l'avortement ?

En assortissant son point de vue d'une agression odieuse contre Amnesty International, le signataire de cet appel ne peut que conduire les catholiques à se placer sur le même plan et à compenser le dommage causé à cette association en lui transférant ce qu'ils versent actuellement au denier de l'Eglise.

Nous vivons aujourd'hui une version contemporaine de la parabole du Bon Samaritain. « Une femme gisait inconsciente et ensanglantée sur le bord d'une route, elle venait de subir le viol collectif de soudards. Passe un Cardinal de l'Eglise romaine qui se rendait dans la Capitale du

pays pour présider un congrès. Il voit la femme et dit : Prends pitié d'elle Seigneur, et efface ses nombreux péchés. Passe un Evêque du pays qui regarde et se dit : encore une ! Passe un membre d'Amnesty ; il s'arrête, essuie tendrement le sang qui la maculait, la prend dans ses bras et l'allonge à l'arrière de sa voiture pour l'emmener à l'hôpital le plus proche où sera fait ce qui doit l'être dans ce cas. Lequel des trois.. Vous connaissez la suite.

Avec l'ancien président de l'ACAT Guy Aurenche, dans La Vie du 21 juin, « nous jugeons intolérable de pénaliser les dizaines de milliers d'hommes et de femmes aidés par Amnesty à travers le monde. L'Eglise (nous dirons « un membre de l'Institution ecclésiale »), en transformant la bonne nouvelle de la vie en vérité morale impérative et universelle, rend le message évangélique inaudible ».

Nous attendons, Père, votre réponse à cette lettre avant de lui donner la suite qu'elle appelle.

Avec notre fraternelle et respectueuse salutation en Christ.

Annie Crépin, présidente de FHE Hubert Tournès vice-président de DLE

PAYS BAS

1) WRK

DIEU, RELIGIONS ET CONSTITUTION EUROPEENNE

Memorandum du Groupe néerlandais d'étude Bonne Gouvernance ecclésiastique (WRK) avril 2007, amendé par plusieurs membres du Comité de coordination

Récemment les dirigeants de l'Europe ont décidé de reprendre les pourparlers au sujet d'un traité constitutionnel européen qui ont été gelés à la suite du résultat négatif des référendums de France et des Pays-bas. Cette nouvelle initiative doit être bien accueillie car la construction de l'unité européenne a besoin d'accords et de régulations à jour.

Le Réseau européen Eglises et libertés dont le WRK est membre s'est toujours intéressé à ce projet, en particulier parce qu'il touche à la position des religions et des Eglises. Cet intérêt s'est manifesté par trois déclarations antérieures:

(a) *Déclaration sur la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne* (publiée dans Euronews de juin 2001);

(b) *Contribution au Forum de la société civile de la Convention sur l'avenir de l'Union européenne*, mai 2002;

© *Organisations religieuses et quasireligieuses dans la Communauté européenne élargie* (publiée dans Euronews de novembre 2002)

(d) Le présent mémorandum est proposé comme une contribution au nouveau cycle de discussions.

(e) *Appel à la Convention (au sujet de l'Article 37 du projet de TCE devenu I-52)*, mai 2003

(f) *Déclaration sur Paix Guerre Libéralisme Europe sociale Racines chrétiennes Dialogue civil égal*, octobre 2003

I. Le projet de Traité constitutionnel européen comporte deux passages relatifs aux religions et autres philosophies de la vie. Le Préambule fait référence aux héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe' et le texte lui-même stipule que la Communauté européenne 'maintient un dialogue ouvert, transparent et régulier' avec les Eglises et autres organisations de convictions.

Cette approche de la question religieuse dans une société séculière est intéressante,

La référence faite par la Charte UE des droits fondamentaux à un *héritage spirituel et moral* – le projet de traité constitutionnel se réfère aux héritages culturels, religieux et humanistes – indique que la 'nouvelle' Europe ne vise pas seulement à être une union politique et économique mais aussi, comme le préconisait déjà Jacques Delors, un des pères fondateurs de la nouvelle Europe, veut avoir une 'âme': un ensemble de valeurs, une éthique propre, avec un espace pour les composantes culturelles, morales et religieuses.

Et les dispositions concernant les *contacts structurés* entre les autorités européennes et les groupes convictionnels est une reconnaissance réaliste de ce que la religion et les philosophies de la vie comparables ne sont pas une simple affaire privée mais que des groupes formés sur de telles bases ont un impact réel sur la vie publique européenne, positif ou négatif. Bien sûr les contacts intended devront être établis de façon non discriminatoire, non seulement avec les grands groupes organisés mais aussi avec les groupes émergents et de moindre importance et les Eglises doivent être traitées comme composantes de la société civile, donc selon les

exigences de la démocratie participative. A cet égard le RE tient à rappeler, au moment où reprend le débat sur les institutions de l'Union, que l'article I-52 de l'ex ou futur Traité constitutionnel constitue le support d'un statut privilégié,

Cette approche respecte le principe vital et indispensable de la séparation de l'Eglise et de l'Etat mais fait apparaître que ce principe ne peut être une ligne directrice suffisante pour appréhender la complexité et la diversité des situations concrètes.

On ne pouvait raisonnablement attendre beaucoup plus d'une communauté fondamentalement séculière, un projet temporel. En effet cette Europe sécularisée n'a ni spécifiquement vocation à promouvoir des mouvements convictionnels ni la compétence ou les instruments nécessaires pour porter des jugements sur ceux-ci. Aucune tentative d'un Etat ou d'un organisme supranational pour proclamer une religion particulière comme vraie et imposer de la pratiquer n'est jamais justifiée.

Aussi devrions-nous être reconnaissants aux auteurs du premier projet de la façon dont ils ont appréhendé cette délicate matière et décidé d'être muets au sujet de 'Dieu'. Nous devrions aussi nous rappeler que les constitutions de la plupart des pays européens sont également muettes et ne s'aventurent pas dans un domaine où elles n'ont pas de compétence. Selon cet exemple les autorités de l'Union européenne en développement ont à agir sur la base d'une éthique laïque (secular) et des mandats qu'elles tiennent de leurs citoyens; 'la volonté de Dieu' n'est pas là un argument valable. Les théocraties et les églises établies ou privilégiées sont incompatibles avec ce principe.

II. Pourtant ce projet de Traité constitutionnel n'a pas suscité une satisfaction unanime. Tous au long des années de son élaboration il y a eu un lobbying résolu, spécialement de certains milieux catholiques tant politiques qu'associatifs et de l'Eglise catholique elle-même à travers son appareil diplomatique et la Comece, pour que soit mentionné 'Dieu' et l'héritage spirituel et moral, explicitement comme 'chrétien'. Heureusement ces tentatives ont échoué.

Pourquoi 'heureusement'? A première vue de telles tentatives paraissent raisonnables car personne ne peut nier que la manière chrétienne de vivre, la culture chrétienne et le système chrétien de valeurs ont fortement contribué à façonner l'identité européenne .

Cependant la contribution chrétienne n'est pas la seule et si nous commençons à spécifier l'héritage spirituel et moral de l'Europe, l'honnêteté exige de ne pas être sélectif. Des religions anciennes préchrétiennes ont imprimé leur marque sur l'Europe et ceci devrait être reconnu. Les philosophies de la vie des Lumières et de l'Humanisme -plutôt diverses- peuvent aussi revendiquer d'être mentionnées. Et nous ne pouvons fermer les yeux devant la richesse de la pensée islamique qui semble avoir apporté un second printemps en Europe. Ignorer ces autres contributions nourrit le soupçon d'intentions impérialistes.

En outre il devrait être reconnu que, au cours de l'histoire européenne, le Dieu unique des chrétiens a connu des noms et des visages divers. Et dans le christianisme, ont été développés et appliqués des systèmes de valeurs qui ne conviennent pas toujours parfaitement. Ce qu'on appelle l'héritage chrétien est ambigu et flou à bien des égards. Les auteurs du projet de constitution ont sagement décidé de ne pas ouvrir cette boîte de Pandore.

III.. Pour toutes ces raisons nous devons espérer sincèrement que la nouvelle phase de discussions sur un traité constitutionnel européen ne soit pas marquée par des tentatives renouvelées de miner le caractère laïque (secular) du projet européen,

Les religions et autres philosophies de la vie ont parfaitement le droit de croire que leur système de valeurs est le meilleur imaginable et aussi d'essayer de le faire accepter plus généralement. Mais elles ne sont pas les seules actrices sur la scène de notre Europe sécularisée.

Il n'est pas seulement imaginable mais aussi à prévoir que se produisent des frictions entre les valeurs auxquelles adhère l'Union européenne comme projet laïque et celles de groupes convictionnels. Ceci demande un dialogue patient où les contacts structurés proposés peuvent s'avérer utiles. Le résultat de tels dialogues peut être que la communauté européenne en revienne à reconnaître des valeurs qu'elle a pu jusqu'ici laisser de côté et éventuellement les incorporer dans ses propres statuts. Mais il se peut aussi que cette Union européenne, tout bien considéré, décide de ne pas accéder aux désirs d'un groupe religieux particulier, si important soit-il. C'est le jeu démocratique européen.

This memorandum by the WRK is the adapted version of a text published in September 2006 on the Dutch internet site rk-kerkplein.org.

2) Courte information sur Kerk Hardop

Le site internet rk-kerkplein.org est opérationnel. Il comporte actuellement plus de textes dans d'autres langues que le hollandais et avant la fin de l'année, il est espéré qu'il sera possible de trouver sur le site une information de base en anglais, français, allemand et espagnol.

Le chapitre des frères Dominicains de Hollande a approuvé un document écrit par quatre de leurs théologiens experts sur la manière de remédier à la situation extrêmement critique des paroisses hollandaises suite au manque de prêtres ordonnés pouvant célébrer l'eucharistie de façon régulière le dimanche. Ils demandent que soit expérimentée l'élection de paroissiens ou paroissiennes (marié-e ou non) pour présider les célébrations eucharistiques et que les évêques leur imposent les mains. Le texte en anglais peut être trouvé à l'adresse :

http://ncronline.org/mainpage/specialdocuments/The_Church_and_the_Ministry.pdf

Des traductions dans d'autres langues vont suivre.

Isaac Wüst (traduction François Becker)

Pologne

La situación de la Iglesia en Polonia y nuestro lugar en ella

Estimados amigos,

Con mucha pena tengo que anunciar mi ausencia en la Asamblea de Lisboa. Las cuestiones de trabajo y familiares no me permitieron asistir en el encuentro. Hace dos años había decidido renunciar del estado sacerdotal. Desde esta fecha tengo una familia de 4 hijos y trabajo en el turismo que me fascina tanto. Renunciando del estado sacerdotal no deje de ser sacerdote, pero sí sacerdocio jerárquico. La vida familiar y profesional me ayudan a entender mejor el sacerdocio de Jesucristo. Por eso hace un año, a través de la Señora Zofia Marzec, decidí establecer contactos con la Red Europea. Las ideas comunes, el testimonio de vida de ustedes y el común entendimiento del evangelio y del rol de la Iglesia me permitieron entender que muchas cosas nos unen. En este año establecí varios contactos al nivel polaco, pero, diciendo la verdad, con poco éxito. Porque? Para entenderlo quisiera mencionar algunos puntos sobre la situación de la iglesia polaca.

La Iglesia polaca desde siempre estaba al lado de nuestra nación. Siempre ha sido baluarte de libertad y de orgullo polaco. Durante la época de ilustración y de la anexión por parte de Prusia, Austria y Rusia los sacerdotes polacos derramaban su sangre por la independencia y libertad. Durante el comunismo los símbolos como Card. Wyszyński o nuestro mártir p. Popieluszkó luchaban contra el totalitarismo comunista, la Iglesia apoyaba al sindicato Solidarność, se construían muchas iglesias ilegalmente, se defendían los derechos humanos. Gracias a la Iglesia se llegó sin el derramamiento de sangre a los cambios históricos y a la simbólica caída del muro de Berlín. El Papa Juan Pablo II, como polaco, influyó mucho en la postura de la misma Iglesia. Pero los cambios históricos del año 1989 hicieron que la Iglesia perdiera su posición como conciencia de la nación. No se arregló bien con la libertad y la democracia. La nostalgia de ser una fuerza dominante en el país, que resultó muy bien durante los tiempos de totalitarismos, no cabía más en el nuevo sistema. El dicho: polaco es católico, en los tiempos de tolerancia y libertad no tenía ya más sentido. La iglesia no se podía, y no puede hasta el día de hoy, encontrar en la nueva situación. Algunas iniciativas como: introducción de los valores cristianos en la política y en la vida cotidiana, la introducción de la religión en las escuelas, las luchas políticas en pro o contra del aborto, la intromisión directa en la política, por ejemplo en las últimas elecciones políticas, presencia de los sacerdotes en todas las esferas del estado, presencia de los ultraconservadores en el gobierno actual, financiación por parte del estado la construcción del Templo de la Providencia Divina, hizo que mucha gente saliera de la Iglesia no compartiendo su actuación. Además empezaron problemas en el seno de la misma Iglesia: escándalos financieros, escándalos sexuales (por ejemplo con el ob. Petz), la colaboración de muchos sacerdotes y obispos con el régimen comunista, proclamación de la Buena Nueva en la lengua no entendida por la mayoría de la gente, la fe sin vida, limitación a pura vida sacramental. Toda esta situación hizo que la gente se fuera de la Iglesia. Además últimamente algunos famosos sacerdotes como p. Weclawski y Obirek, renunciaron del estado sacerdotal diciendo, que no compartían su visión medieval de la vida. Ahora se ve una gran rotura dentro de la Iglesia, o sea la división entre la visión conservadora (Radio Maria), y la visión más liberal (obispos Zycinski y Pieronek). Pero hablando solamente de los problemas de la Iglesia se oscurece la verdad. Hay muchos sacerdotes, laicos, religiosos/as que con su testimonio de vida, fuera de todo lo que es político, trabajan muy bien para el Reino de Dios. Pero la clericalización total de la vida cristiana no permite a muchos laicos participar activamente en todo lo que concierne a lo pastoral. Hay muchas dificultades de hablar de la Iglesia con un tono moderado, porque o se la critica sin ver sus puntos positivos, o no se habla de sus errores. Como ejemplo puedo dar mi encuentro con un actor polaco que hablando conmigo desarrolló una visión bastante crítica de la Iglesia, pero en el foro común cambio de opinión. Así es ahora según mi punto de vista.

Pero que cosa podemos hacer nosotros? Sin duda podemos ser la voz de regreso a las raices evangelicas de la Iglesia, a la pobreza evangelica, al amor a toda la creacion, a la libertad cristiana. Este es mi gran sueno. Yo creo en el pero hasta ahora, diciendo la verdad no tengo muchos exitos en este campo. La gente en general tiene miedo de pronunciar su opinion critica en el foro comun, los sacerdotes casados, con los cuales estoy colaborando, tienen otros fines de su organizacion. Tengo un sueno de crear comunidades de base que existen en sus paises. Tengo un sueno de crear una pagina web en que con plena libertad de los Hijos de Dios cada una pueda pronunciar su opinion para vivir mejor el Evangelio. Tengo un sueno de crear una editorial de donde salgan libros de los grandes teologos de otras visiones del cristianismo. Actualmente estoy en contacto con algunas personas que sienten como nosotros. Vamos a ver que sale de todo esto. Aca quiero agradecer de corazon a todas las personas, a todos ustedes, por el apoyo fisico y espiritual que me estan brindando. Sin su apoyo no seria posible hacer nada. Quiero agradecerles por las acciones (sobre Alicja Tysiac o sobre la pena de muerte) que no tuvieron un gran impacto, pero son sin duda una piedra pequena que esta en el fundamento de un gran edificio. Por eso aca en Polonia necesitamos su apoyo, su compromiso y su voz. Ojala que mi situacion familiar y profesional me permite encontrarnos un dia para compartir suenos comunes. Gracias.

Pawel Skiba, abril 2007

PORTUGAL

The 'We are Church' Group in Portugal were pleased to welcome to Lisbon the 17th Conference of the European Network 'Church on the Move' on May 4-6. Forty three delegates from 12 countries, representing 21 organizations discussed their collaboration with the Council of Europe, the Forum on Theology and Liberation, which took place in Nairobi, Kenya, as well as how best to support the fight for civil and religious freedom in Poland.

It was also agreed to write to support the parish community of San Carlos Borromeo, Madrid and that the EN would be present in the 3rd European Ecumenical Assembly of Churches in Sibiu, Romania on September 3.

The theme of the study day was 'The People of God in a World on the Move'. Among the speakers was Bishop Jacques Gaillot. The participants at the Conference also went to visit an immigrant community in Prior Velho, on the outskirts of Lisbon. A book titled 'Ser Igreja' (Being Church) was launched, to celebrate the 19th Anniversary of We are Church, Portugal.

We are Church - Portugal wrote to the Cardinal Patriarch of Lisbon, José Policarpo, in September, congratulating him on a letter he had sent to the priests of his diocese, which was posted on the official website of the Catholic Church in Portugal (www.agencia.ecclesia.pt) addressed to 'all Presbiters who exercise their ministry in the Lisbon diocese', on the recent Motu Proprio, Summorum Pontificum Cura, which allows priests to celebrate mass according to the Missale Romanum of 1962.

The Cardinal hopes that this Motu will not give rise to either an enthusiastic acceptance or to fierce opposition and considers that in the Lisbon diocese only a very tiny group of people may, possibly, be interested in the old form of liturgy.

The Cardinal reaffirms what the Motu says:

1. the normal form of liturgy of the eucharist is that of the Missale promulgated by Pope Paul VI which has been widely accepted by the People of God.
2. He also reminds his priests that the 'the good of the faithful' is the only reason that may allow for the use of the old liturgy, rather than the priest's own personal choice.
3. If requested to use the old liturgy, the priest must evaluate the real reasons behind this request. Who is requesting it? What is their preparation or motivation?
4. Apart from anything else the priest must know Latin very well, which is not normally the case nowadays, he adds.
5. The Gregorian chant must be of good quality.
6. Under no circumstances, the Cardinal adds, should any changes be introduced into the organization of the Church itself, in particular with regard the position of the Altar.
7. Masses said according to the old liturgy should only occur on weekdays.

The Cardinal concludes that by writing this letter he is assuming his pastoral responsibilities. 'We are Church' has not received an answer so far and has made the letter public, distributing it on our e-mail network which reaches out to over 300 individuals and organizations.

On October 12, the 90th anniversary of the apparitions of Our Lady in Fátima, Portugal, a huge church was consecrated in Fátima. It is called the Church of the Most Holy Trinity. It has cost double what was expected, totalling 80 million euros. It will have seating for 8,760 people and many more standing.

The architect is a Greek Orthodox, Alexandros Tombazis and various artists from different countries have contributed different pieces. Ecological considerations have been taken. The consecration was presided over by Cardinal Tarcisio Bertone, Vatican State secretary, as the Pope declined the invitation. There have been critical voices over the amount spent, though all the funding has come from pilgrim offerings.

At the same time, the Carmel at Fátima, with a community of 20 nuns, has launched an appeal for funds to rebuilt their convent which is in a very bad state. 'We are Church' wrote a letter to Monseignor Luciano Guerra, who has managed the Marian Shrine for over 30 years, suggesting that it would be just to contribute to the Carmelites, considering that sister Lúcia, one of the children who saw Our Lady, was a Carmelite. There has been no answer, so far, and we have decided to make the letter public.